

LE 18^E DU MOIS

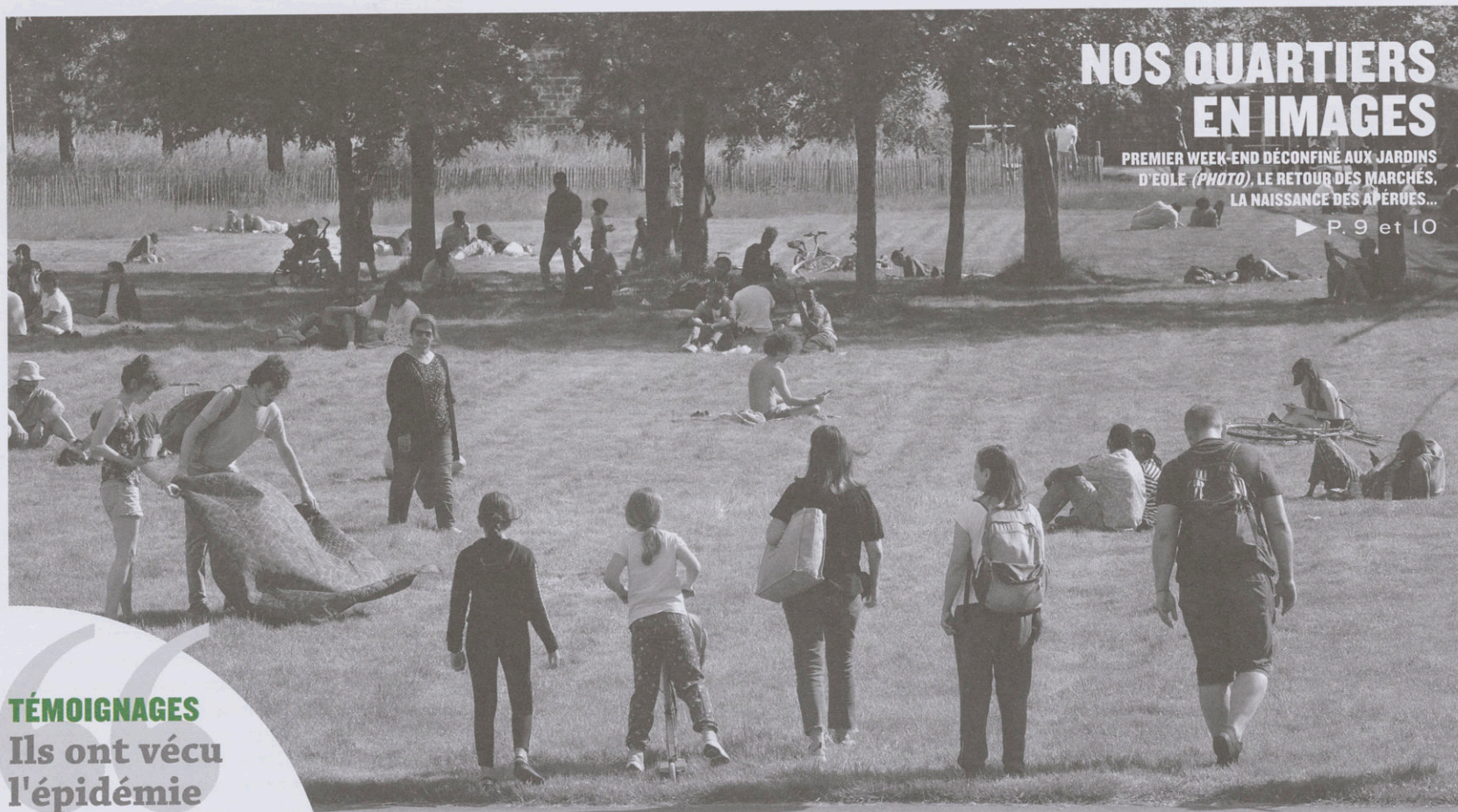
DÉCONFINEMENT C'EST PAR OÙ LA SORTIE ?

■ COVID-19
DES INFIRMIERS DÉPISTENT
À DOMICILE ► P. 6

■ SPORT
DE NOUVELLES RÈGLES
POUR S'ADAPTER ► P. 8

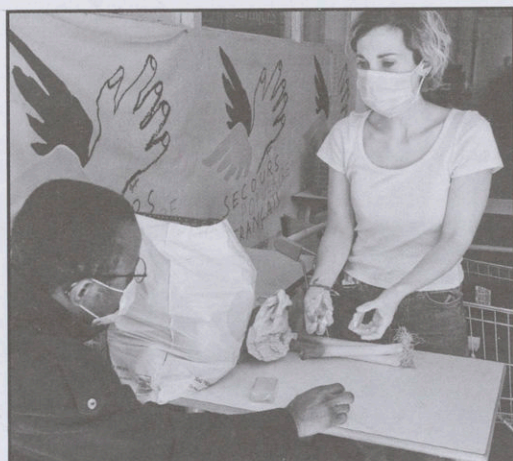
■ POLITIQUE
MUNICIPALES,
SAISON 2 ► P. 11

■ MUSÉES
ALLÔ, C'EST
OUVERT ? ► P. 20



TÉMOIGNAGES
Ils ont vécu
l'épidémie
entre ici et
là-bas ► P. 12

■ **SOCIAL**
**AVIS DE
TEMPÊTE**
► P. 2



■ **POLICE RECORD DE VERBALISATIONS
DANS LE 18^E** ► P. 6

■ **ÉCOLE**
**Une rentrée
en suspens** ► P. 14



283 30 32715



Aux Restos du cœur, rue Coustou. Chaque jour une soixantaine de personnes viennent s'approvisionner.

CRISE SOCIALE LE CALME AVANT LA TEMPÊTE ?

Le confinement a généré pour les habitants du 18e des pertes de revenus difficilement chiffrables à ce jour, mais qui se traduisent par un recours important à la solidarité institutionnelle, associative ou populaire. Pour ces nouveaux demandeurs, l'avenir semble incertain. La deuxième vague de cette crise sanitaire, pourrait bien être sociale.

DOSSIER COORDONNÉ PAR SANDRA MIGNOT, AVEC NOËL BOUTTIER, CHRISTINE LEGRAND, CLAIRE ROSEMBERG. PHOTO THIERRY NECTOUX.

Un bond de 55 % des demandeurs auprès des Restos du cœur, 20 à 30 % de plus au libre-service du Secours populaire, rue Montcalm et 60 % de bénéficiaires en plus au Centre d'action sociale de la Ville de Paris (CASVP). Les chiffres sont éloquentes, mais selon certains acteurs du travail social, on n'aurait encore rien vu. « La crise n'a pas encore montré tous ses effets, observe Nadia Khalfet, directrice du CASVP 18. Cela risque d'être plus sévère quand le maintien en activité partielle sera levé ou que les licenciements commenceront – car ça va forcément arriver et cela risque de durer plusieurs mois avant que les entreprises réembauchent. »

La plupart des institutions et associations de l'arrondissement engagées dans l'aide sociale et le secours alimentaire ont constaté l'arrivée de nouveaux usagers. Du côté des Restos du cœur, le responsable François Coadour a du mal à dessiner

un profil type : il faut dire que l'association a renoncé aux formalités administratives habituelles exigées pour les nouvelles inscriptions. « Plus d'attestation de revenus, ni de domicile. On essaie simplement de resserrer sur l'arrondissement et d'orienter ceux qui ne sont pas du quartier vers d'autres centres, pour ne pas être débordés. Mais on ne refuse personne. » Il tente néanmoins une description : des employés à temps partiel ou en intérim, des gens payés à la tâche et/ou non déclarés, ceux qui travaillaient dans de petits commerces de Barbès ou sur les marchés.

Des personnes qui étaient « sur le fil »

La crise a précipité brutalement tous ces travailleurs fragiles et leur famille dans la misère. « Ce qui m'a frappé, c'est la brutalité avec laquelle ils sont tombés, poursuit François Coadour. Les premières semaines, ils se sont débrouillés pour survivre mais au bout d'un mois ils ne pouvaient plus tenir. »

À l'antenne Montcalm du Secours populaire, qui a aligné des chaises bien espacées dans la rue devant son centre de distribution afin que les personnes patientent un peu plus confortablement, Martin Van Der Hauwaert, estime avoir pu aider plus de 10 000 personnes durant le confinement. Comme aux Restos du cœur, il a reçu de nombreuses « personnes qui étaient sur le fil, avaient un petit travail ou faisaient des ménages, bossaient dans les cantines, étaient coursiers ou chauffeurs Uber et qui ont perdu leur revenu du jour au lendemain ». Même son de cloche enfin dans les églises, qui ont accueilli nombre d'associations, actives tous les jours pour fournir une aide alimentaire. « Des indépendants, des personnes en fin de droits, des employés de la restauration (qui en plus de leur salaire ont perdu un repas quotidien et les pourboires). C'étaient des gens qu'on ne voyait pas avant », résume Varie Thermaux, bénévole à l'église Notre-Dame-de-Clignancourt. Sur les 110 à 130 personnes reçues quotidiennement, un tiers étaient nouvelles.

Après l'urgence alimentaire, auquel l'arrondissement a pu répondre par l'intermédiaire des institutions et des initiatives citoyennes (telle que les repas fournis durant près de 70 jours par La Table ouverte), d'autres besoins s'annoncent déjà. Au CASVP 18, on s'attend aux impayés notamment en matière d'énergie. « Les coupures ont été suspendues jusqu'à fin mai, précise Nadia Khalfet. Ensuite on ne sait pas ce qui va se passer. » Les dettes de loyers ne vont pas tarder à émerger (lire page 3). Car même si certains bailleurs sociaux ont décalé certaines charges, aucun n'a envisagé l'annulation du loyer. Seuls les Petits Frères des pauvres se sont organisés avec les propriétaires des hôtels dans lesquels certains de leurs usagers sont hébergés

SOLIDARITÉ LOCALE

Des brigades autogérées se sont constituées pour fournir une aide de proximité

« Ici, tu peux, tu donnes, tu peux pas, tu prends. » C'est ainsi que Virginie, Elvire, Marianne et Grégoire, membres de la brigade de solidarité populaire du 18^e résument leur action. Ils se sont choisis des pseudos pour répondre à nos questions car ils portent une parole collective. « Nous nous sommes construits sur l'exemple chilien, thaïlandais, algérien des brigades autogérées d'autodéfense, après que des amis italiens nous ont alerté sur les besoins qui allaient se présenter ici comme ils s'étaient présentés chez eux quelques semaines avant. » La brigade a été hébergée durant tout le confinement dans les locaux des Xéroglyphes (à la Goutte d'Or) et ceux du restaurant POUM (rue Championnet). Les volontaires ont lancé l'action dès qu'ils ont pu récupérer un stock de masques FFP2 leur permettant de se protéger. Ils forment un groupe assez hétérogène mais tous sont convaincus de la nécessité de l'action locale. Parmi eux, même des gens que la crise a pu laisser sur le carreau. Plutôt moins de 40 ans. « Peut-être parce qu'on se sentait moins en

danger. » Certains étaient déjà engagés sur le terrain social à titre individuel, d'autres étaient dans une militance plus politiquement active. « L'urgence, c'était le besoin alimentaire. Nous avons aidé des gens qu'on voyait dans la rue, qui ne pouvaient plus faire la manche et n'avaient pas de revenu de substitution. Les instituteurs et professeurs qui avaient vent de situations compliquées nous ont aussi envoyé des familles qui n'arrivaient pas à joindre les deux bouts. Beaucoup s'est fait par le bouche à oreille. » Les brigades ont fourni environ 200 repas par jour et composé des colis pour une cinquantaine de familles. Et elles continuent, même si leurs points de collecte ont été déplacés. « De nouvelles familles viennent encore à nous, même si elles sont moins nombreuses que pendant le confinement. Et on continuera jusqu'à ce que la situation s'améliore. » S.M.

Les permanences pour recueillir vos dons alimentaires : le Bar commun (rue des Poissonniers) les mercredis 16 h-19 h et samedis 13 h-16 h, Le Poulpe (rue d'Oran) les jeudis 15 h-21 h, le Hasard ludique (avenue de Saint-Ouen) les mercredis de 14 h à 19 h.

pour que ceux-ci n'aient pas à verser la participation généralement demandée.

A partir de juin, certains soutiens liés à ce premier temps de la crise risquent de disparaître. Sauf nouvelle décision, les repas fournis au 70 boulevard Barbès doivent s'arrêter le 7 juin. Et les permanences des associations pourrait diminuer, à l'image de Naïm Pain partagé dont les bénévoles ne seront plus présents que deux jours par semaine à Notre-Dame de Clignancourt. Alors que les « travailleurs instables », eux, risquent de rester longtemps sur le carreau. « On n'est pas près de les voir partir, note François Coadour. Comme dans tous les chocs économiques. En 2008, le nombre de bénéficiaires des Restos avait augmenté de 20 %. Et on les a gardés, après. » ● S.M.

LOYERS IMPAYÉS : UNE PROTECTION LIMITÉE

La crise sanitaire et le confinement ont entraîné une chute des revenus pour de nombreuses familles, notamment parmi les locataires des bailleurs sociaux. Malgré des mesures de soutien, elles risquent de basculer dans une plus grande précarité.

La dette globale de loyers à l'égard de Paris Habitat était de quatre millions d'euros, début mai, soit une hausse de 26 % et 6 500 nouvelles familles concernées. Depuis le début du confinement, 8 000 locataires ont déposé une demande d'accompagnement auprès des chargés de gestion. Et pour la Ville de Paris, Ian Brossat, adjoint au logement, a annoncé le 25 mai, 10 000 foyers supplémentaires en impayés. Il a également fait état de 44 000 appels, dont la moitié pour Paris Habitat.

Malgré cette situation inquiétante, aucune mesure d'exonération n'est prévue pour le moment. Une bonne nouvelle, toutefois : toutes les procédures contentieuses sont suspendues, y compris celles ayant débuté avant le confinement. En d'autres termes, aucune expulsion d'un logement pour dette locative « de bonne foi » ne peut intervenir d'ici à mars 2021.

Pas de remise de dette

Une charte commune entre le Mouvement HLM et les cinq associations nationales de locataires (CLCV, CGL, CNL, AFOC, SLC-CSF)¹ signée début mai, rend publics « vingt engagements de bonnes pratiques pour l'accompagnement des locataires HLM en fragilité économique ».

« Il faut mettre en œuvre l'article 18 du protocole qui prévoit notamment « d'adapter les règles de fonctionnement à l'exceptionnelle situation actuelle, par exemple en faveur d'effacement des dettes de loyer », plaide Jean-Jacques Anding, administrateur CLCV de Paris-Habitat et président de l'association de la résidence du Champ-à-Loup. Mais aucun des trois bailleurs sociaux (Paris Habitat, Elogie-SIEMP, RIVP) n'a inscrit cette remise totale dans les propositions actuellement discutées avec les associations représentatives des locataires.

Les mesures annoncées par la Mairie de Paris s'inscrivent davantage dans une démarche d'accompagnement des familles et d'adaptation des aides existantes. Les délais de paiement des dettes

de loyer pourront atteindre vingt-quatre mois, contre douze actuellement. Mais « ce n'est pas suffisant pour certaines familles en grande difficulté financière dès le 20 du mois », relève Jean-Jacques Anding.

Adapter le calendrier

Par ailleurs, Paris Habitat a ajusté le calendrier de régularisation des charges afin de « soutenir le pouvoir d'achat des locataires » a annoncé la maire de Paris. Le trop-versé a été remboursé en mai, au lieu de juin habituellement, à 60 000 foyers, pour un montant de 10 millions d'euros. Pour les locataires débiteurs, la régularisation est repoussée en juillet. L'autre mesure concerne les 80 000 locataires (sur 125 000 au total), habitant un immeuble chauffé collectivement : ils ne paieront pas d'avances sur les charges de chauffage, soit une facture diminuée en moyenne de 100 € (50 € en juin et en juillet). Rien n'est prévu pour le moment pour les 45 000 logements pourvus d'un chauffage individuel au gaz ou électrique. « Et la facture peut grimper très vite jusqu'à l'endettement » déplore le responsable associatif.

Pour les locataires soumis à un supplément de loyer de solidarité, le bailleur devra l'ajuster en fonction des revenus en temps réel, lorsque ceux-ci ont subi une baisse.

Mobiliser les moyens

Tant les bailleurs sociaux que la Mairie de Paris mettent l'accent sur l'accompagnement des locataires en difficulté pour leur faciliter l'accès aux divers dispositifs de solvabilisation existants : le Fonds de solidarité logement (FSL), Action logement, le CCAS, la CAF, etc. Ian Brossat a annoncé le 25 mai aux représentants des associations de locataires une montée en puissance du FSL qui, en particulier, serait étendu aux foyers de jeunes travailleurs.

De son côté, Eric Lejoindre, maire du 18^e, a rappelé que des paniers repas et des masques en tissu avaient été fournis aux familles les plus en difficulté, identifiées par la Caisse des écoles. L'objectif affiché étant, en effet, de diminuer les coûts supplémentaires entraînés par la situation sanitaire. ●

ANNIE KATZ

1. Cinq associations de locataires siègent à la Commission nationale de concertation : Association Force ouvrière consommation (AFOC), Confédération générale du logement (CGL), Confédération du logement et du cadre de vie (CLCV), Confédération nationale du logement (CNL), Syndicat du logement et de la consommation-Confédération syndicale des familles (SLC-CSF).

LE DÉNUÈMENT DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Situation préoccupante au foyer de la rue Marc Seguin où les travailleurs migrants se sont retrouvés sans revenus et sans moyens pour acheter à manger pendant le confinement.

Boulaye Diako, le délégué du foyer, nous le confirme : la plupart des 267 résidents sont sans travail depuis le début du confinement. En effet, beaucoup travaillent au noir et assurent tous ces « petits » travaux dont nous voyons maintenant qu'ils sont indispensables au bon fonctionnement de notre société. De plus, dehors, ils craignent de se trouver face à la police et même ceux qui en ont encore les moyens n'osent pas sortir pour aller faire des courses. Heureusement, « la santé, ça va », ils sont « épargnés pour le moment » avec une « seule personne hospitalisée mais tout va bien ».

Interrogée sur ces craintes de sortir, Maya Akkari, adjointe chargée de la politique de la ville, « a dialogué avec Emmanuelle Oster, commissaire divisionnaire du 18e, pour que la police n'applique pas de mesures coercitives ». Le message est-il bien redescendu vers le terrain où on a observé une forte présence policière ?

Témoignages contradictoires

Boulaye Diako souligne également que le bailleur, la société Adoma, « premier opérateur national du logement accompagné », leur envoie des affiches pour les « sensibiliser aux gestes barrières » ce que confirme par mail sa direction des relations institutionnelles et de la communication. Il semblerait, toujours de même source, qu'ils sont « en lien constant avec leurs résidents, essentiellement par téléphone mais aussi physiquement ainsi qu'avec les acteurs publics (DASES, ARS, etc.) pour assurer la sécurité sanitaire de chacun et répondre aux besoins vitaux, dont l'alimentation », mais qu'ils « n'ont reçu aucun signalement quant à un quelconque manque alimentaire ». Qui croire, quand le délégué de son côté affirme que leur bailleur « ne s'est jamais préoccupé de leur situation » ?

Au niveau institutionnel, difficile de démêler qui de Katia Lamardelle, directrice de l'Ecole normale sociale (ENS) ou de Maya Akkari a alerté l'autre. Comme le souligne cette dernière « la ville mettant du temps à débloquent des fonds », elles ont

obtenu d'utiliser de manière « dérogatoire » une partie du Fonds de participation des habitants (FPH) de La Chapelle. Une enveloppe de 700 € ainsi libérée a permis l'achat de denrées alimentaires et une première livraison au foyer.

L'élue souligne par ailleurs que la Mairie du 18e « a anticipé avant le confinement » et qu'informée par les centres sociaux, les associations et les centres d'action sociale de Paris, elle apporte une aide aux populations qui en ont besoin, soit par le versement de subventions aux associations qui en font la demande, soit par la mise à disposition de locaux. Son objectif comme celui du maire, Eric Lejoindre ? « Que tout le monde mange et aussi répondre à toutes les strates de la population, migrants, SDF, classes moyennes ». Rachid Arar de La Table ouverte qui se débène avec son équipe de bénévoles pour préparer et distribuer tous les jours 500 repas à la Goutte d'Or le confirme, la Mairie du 18e a bien contribué, à hauteur de 4 000 €.

Mobilisation des habitants et des associations

Un formidable réseau de solidarité s'est heureusement mis en place à La Chapelle, pour aider les habitants du foyer. Le collectif Paris 18 nord La Chapelle semble être le premier à avoir sonné l'alerte sur sa page Facebook et, sensible au sort des travailleurs immigrés, Viviane Vicente, habitante du quartier, a réagi aussitôt en lançant une cagnotte en ligne qui récolte 1 400 € de dons en moins d'une semaine (1 585 € à la mi-mai), provenant essentiellement des habitants. « Pour une cagnotte de quartier, c'est formidable, c'est très, très beau » se réjouit Viviane. Une première livraison de lait, café, dattes et sucre, a été très appréciée par les résidents pour le repas de rupture du jeûne lors du ramadan.

Les biffins de l'association Amélior, avec le soutien de la Fondation Abbé Pierre ont également contribué par une « livraison de denrées alimentaires aux 600 personnes [sic] ». Quelques particuliers passent également en toute discrétion déposer des plats préparés ou des produits variés.

La solidarité s'est donc mise en place et continue mais comme le déplore Viviane, « en temps normal, ce sont déjà des personnes qui sont invisibles, qui ne sortent que pour aller travailler. Et en période de confinement, comme ils ne sortent plus, c'est l'invisibilisation dans l'invisibilisation ». Il ne faut pas les oublier maintenant que le confinement est levé et que nous retournons à une vie « normale ». Mais quelle normalité pour eux ? ●

SYLVIE CHATELIN

Cagnotte en ligne <https://www.lepotcommun.fr/pot/nw22sa62>



Les cuisines du foyer, photographiées en 2016.

Tessa Chéry

De bonnes intentions

Le lendemain de notre entretien avec Maya Akkari, la Mairie semble avoir pris la mesure de l'urgence. L'élue nous a confirmé qu'à partir du 7 mai, « des paniers de fruits et légumes dits essentiels [seraient] offerts au foyer, via le budget alloué par la politique de la ville. Et des livraisons alimentaires quotidiennes de produits d'épicerie [seraient] assurées ». Vérification faite auprès de Boulaye Diako, un seul panier aurait été livré. Un peu léger pour nourrir tous les résidents. S.C.

LE 18^e DU MOIS

Le 18^e du mois est un journal d'information sur le 18^e arrondissement, indépendant de toute organisation politique, religieuse ou syndicale.

Il est édité par l'association des Amis du 18^e du mois.

ISSN 1259-903
Numéro de commission paritaire
1022 G 82213

Ont collaboré à ce numéro

Rédaction : Stéphane Bardinot, Anne Bouchard, Dominique Boutel, Noël Bouttier, Sylvie Chatelin, Daniel Conrod, Nadia Dhémous, Dominique Delpirou, Florianne Finet, Danielle Fournier, Annie Katz, Christine Legrand, Jacky Libaud, Sandra Mignot, Sophie Roux.

Photographies et illustrations : Garance Corteville, Jean-Claude N'Diaye, Thierry Nectoux, Sandra Mignot.

Relecture : Elise Coupas, Annie Katz, Emmanuel Tronquart.

Rédaction en chef : Sandra Mignot avec Annie Katz, adjointe.

Graphisme original : Pilote Paris

Maquette : Anne Guillaume

Bureau de l'association : Sylvie Chatelin, présidente, Annie Katz, vice-présidente, Sophie Roux, secrétaire, Danielle Fournier, secrétaire adjointe Catherine Masson, trésorière.

Réseaux sociaux : Sophie Roux

Responsable de la distribution : Anne Bayley

Responsable des abonnements : Martine Souloumiac

Responsable de la mise sous pli : Marika Hubert

Directrice de la publication : Sylvie Chatelin

Fondateurs : Marie-Pierre Larrivé, Noël Monier et Jean-Yves Rognant.

Imprimé sur papier certifié FSC par : Promoprint, 79 rue Marcadet, 75018 Paris

LE 18^e DU MOIS

76 rue Marcadet
75018 Paris

tél. : 01 42 59 34 10

18dumois@gmail.com

www.18dumois.info

FACEBOOK / LE 18^e DU MOIS
TWITTER / @LE18EDUMOIS

L'ÉVASION OU LA FUITE

Entre confinement réglementé et déconfinement total, l'entre-deux n'est pas un temps mort.

Il mérite qu'on s'y arrête un peu.

PAR DANIEL CONROD

Ce mercredi 13 mai, comme un air de retrouvailles qui vibrerait dans la lumière d'un matin de printemps. Du fragile certes, mais du palpable aussi, quelque chose qui ne durera sans doute pas, mais quelque chose qui n'est pas tout à fait rien. Ne pas le refuser, ne pas s'y refuser. Deux jours qu'on est sortis du confinement, par la petite porte, sans se presser. Hier les commerces de bouche et de détail, certaines écoles, aujourd'hui les deux fleuristes presque joyeuses et la coiffeuse qui, soulagée, noircit à vue d'œil son cahier de rendez-vous... Une semaine d'attente au minimum pour se faire couper la tignasse. Au sortir de deux mois de confinement, on en entend certains qui trouvent déjà le temps long.

Rue de l'Évangile, sur le mur d'angle avec le supermarché Paris Store, l'artiste plasticienne Madame

colle la dernière de ses fresques de papier monumentales : au cœur d'un envol de montgolfières (à moins qu'il ne s'agisse de ballons à gaz), un buste de femme au regard songeur sinon mélancolique surmonté de deux hirondelles et, par-dessus cet équipage céleste, comme toujours un aphorisme ciselé en gros caractères, cette fois : « *C'est l'évasion qui redessine les perspectives, point la fuite.* » Ce pourrait être un point de départ, un programme de vie, notre feuille de route des prochains jours (autant ne pas anticiper l'avenir).

Il y a deux mois, alors que venait de commencer un temps de repli, confinement oblige, on s'était dit, entre inquiétude et naïve excitation, faire face, tenir debout dans le chaos du monde, au moins ça. Deux mois plus tard, tandis qu'une séquence nouvelle est engagée et que se profile autre chose dont nous ne savons à peu près rien, on se



Daniel Conrod

dit, comme Madame la clairvoyante, qu'entre l'évasion qui a les yeux grands ouverts ou la fuite qui a les oreilles fermées, il n'y a pas lieu d'hésiter, des deux, l'évasion nous sera la plus utile, sinon la plus précieuse.

Il n'en aura pas fallu tant que ça, d'heures et de jours, avant que l'ordinaire du temps d'avant se réempoigne la ville, qu'il la soumette à ses volontés, qu'il en réemprunte les moindres petits vaisseaux, pour que le réel sorte de sa cage, que trompettent un peu moins les oiseaux, que les pelleteuses, les voitures, que les véhi-

cules utilitaires, que les chantiers immobiliers se soient pour ainsi dire réveillés comme dans le *Peau d'Ane* de Jacques Demy, avant que les toxicos, les SDF et autres invisibles soient retournés à l'oubli d'où le confinement les avait sortis non sans brutalité.

On la devine un peu chez certains, la petite chanson des confinés heureux, bien que dissimulée habilement derrière ses masques de couleur. Tout à l'inverse, celles et ceux pour qui le déconfinement est une délivrance

psychique ou simplement une nécessité économique, en tout cas, là encore, un réel qui ne se sublime guère. Qui peut prétendre les yeux dans les yeux que notre société est sortie du confinement plus juste, plus égalitaire...

Alors à défaut dans l'immédiat de refaire le monde, d'y mettre un peu de justice et de bonté, faisons comme si chacune de nos sorties était une aventure, qu'il y faudrait traverser forêts et océans, croiser géants et croquemitaines, sorcières et fées mirobolantes. Laissons-nous pour l'instant ce temps-là. Poétisons un peu. Evadons-nous.

LA VIE DU 18^E

L'ARENA 2, CONFIÉE À BOUYGUES

Le marché public visant à construire une nouvelle salle de sport en prévision des JO 2024 vient d'être attribué.

Les infrastructures, le village, l'Arena, le centre aquatique olympique, tout est lancé », a déclaré la maire de Paris après la présentation du projet lauréat. La commission d'appel d'offres de la Ville de Paris s'est prononcée le 25 mai et a attribué le marché de conception, réalisation et exploitation technique de l'Arena - Porte de La Chapelle au groupement mené par Bouygues Bâtiment Île-de-France et les agences d'architecture SCAU et NP2F.

L'Arena est une salle de 8 000 places dédiée au sport de haut niveau. Elle accueillera les épreuves de badminton, de para taekwondo et de para badminton aux Jeux olympiques et paralympiques de

2024. Cet équipement sera « aussi ouvert au sport de proximité en intégrant deux gymnases pour des besoins locaux ». Un programme complémentaire de 2 600 m² sera destiné à une offre de loisirs et de commerces « résolument tournée vers le quartier ». L'Arena - Porte de La Chapelle a aussi vocation à accueillir, outre les compétitions, le Paris Basketball en résidence, ainsi que concerts, spectacles ou encore congrès selon un modèle de rentabilisation classique (voire dépassé).

Ouverture à l'été 2023

Le projet a été retenu pour « ses qualités architecturale, paysagère, fonctionnelle et environnementale ainsi que ses engagements en matière de performance énergétique et la qualité de son programme de maintenance, la durée d'exploitation couvrant sur dix années ». Guy Drut et plusieurs élus, lors du Conseil de Paris du 19 mai, avaient pourtant

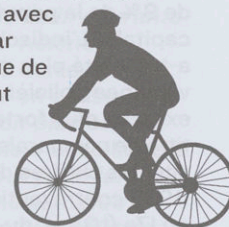
tenté de relancer le débat sur la façon de concevoir les JO 2024.

La construction sera lancée en juin 2021 - pour une mise en exploitation dès juillet 2023. Le projet prévoit plus de 6 000 m² de toitures végétalisées et 1 700 m² de terrasse plantée, soit 80 % des surfaces horizontales de l'équipement. Les matériaux biosourcés seront aussi largement utilisés. Enfin, « l'Arena abritera une usine de production de froid urbain ayant recours localement à la géothermie ».

Le coût de 90 millions d'euros hors taxes (HT) en valeur 2016 a été actualisé à 98 millions d'euros HT en valeur 2020 et rappelé lors de la signature du pacte financier entre l'ensemble des contributeurs. Ce pacte prévoit un financement à 50 % par SOLIDEO (Société de livraison des ouvrages olympiques), avec des contributions de la Ville de Paris, de l'État et de la Région Île-de-France, et à 50 % par la Ville sur son budget propre. ● DANIELLE FOURNIER

OÙ SONT LES NOUVELLES PISTES CYCLABLES ?

Les cyclistes du 18^e cherchent désespérément les fameuses traces jaunes qui doivent matérialiser les « coronapistes », ces pistes temporaires censées accueillir les milliers de nouveaux cyclistes qui ne souhaitent pas retourner dans les transports en commun. Mais le projet peine à voir le jour dans notre arrondissement. Pour l'instant sont annoncées, avec une ouverture par semaine : l'avenue de Saint-Ouen début juin, puis le boulevard Ornano, puis la rue de La Chapelle/Marx Dormoy, puis le doublement en surface de la totalité de la I3 dans le 18^e. Certes « des études sont en cours », et promesse est faite d'ouvrir ces pistes « avant l'été ». Mais l'été, est-ce le 21 juin ou le 14 juillet ? Au rythme où vont les ouvertures, le doute s'installe et, en attendant, les cyclistes ne sont pas protégés. D.F.



NATURE

LA MAUVAISE RÉPUTATION DES MAUVAISES HERBES

Les gaz d'échappement des moteurs et autres détergents de la propreté au point mort, l'occasion était trop belle pour toute une végétation de sortir les cornes. Au grand bonheur de la biodiversité.

Profitant de notre confinement, les plantes spontanées ont pu se développer librement ce printemps, sans craindre leur éradication habituelle par le fer, le feu ou le poison. Certaines plantes originales ont même été découvertes dans des lieux inattendus. Ainsi, sur le toit de l'École de la propreté, rue Joseph de Maistre, une petite station d'orchidées sauvages ou *Ophrys abeille* (*Ophrys apifera*) a été observée par l'association Vergers urbains et sera bien sûr conservée sous forme de « bande herbeuse », intégrée à un potager en cours d'installation.

Les plantes adventices (photo), que d'aucuns persistent à appeler les



Jean-Claude N'Diaye

« mauvaises herbes », sont une bénédiction pour la biodiversité urbaine qu'elles enrichissent non seulement par leur présence mais également par tous les animaux qu'elles abritent et alimentent. Ainsi, ces sauvageonnes sont souvent les plantes hôtes de plusieurs insectes, à l'état adulte ou larvaire, à qui elles fournissent une nourriture parfois exclusive : la carotte sauvage nourrit la chenille du superbe

machaon, celle du moro sphinx préfèrera le gaillet gratteron, tandis que la punaise arlequin sera observée sur la grande berce que butinent également les syrphes.

Préférer la prairie à la pelouse

Ces bestioles seront les proies d'autres insectes carnivores, d'oiseaux, de crapauds, de musaraignes ou encore de hérissons qui aiment à se dissimuler

dans les hautes herbes, pour peu qu'elles ne soient pas ratiboisées par des tontes répétées.

Pourquoi ne pas conserver en prairie toutes ces pelouses qui n'ont pu être tondues ? Ce serait autant de temps, d'argent et de carburant économisés, au profit d'une plus grande diversité de plantes et d'animaux.

Les graines des plantes herbacées sauvages, notamment celles du plantain, du séneçon, du pissenlit ou du mouron sont très appréciées des petits passereaux granivores comme les moineaux, les verdiers ou les linottes.

Grâce aux friches bordant les voies menant à la gare du Nord, des charbonniers ont ainsi pu nicher l'an passé dans le jardin Rosa Luxemburg et une bande de serins cinis a pu être observée sur le chantier du parc Chapelle-Charbon, le 1^{er} février dernier.

Coquelicots et vipérines

Certaines plantes sauvages peuvent également être une source d'embellissement de nos rues et placettes, car les coquelicots, vipérines ou autres fausses valérianes n'ont rien à envier aux plantes cultivées pour ce qui est de la beauté.

Leur présence dans les massifs, entre les plantes ornementales, préserve le sol des tassements occasionnés par les fortes pluies et leurs racines permettent à l'eau de s'infiltrer plus facilement.

Enfin, beaucoup d'entre elles sont comestibles... une raison de plus pour laisser vivre ortie, grande berce, chénopode blanc ou bardane. Alors, êtes-vous prêts à adopter les plantes spontanées ? ●

JACKY LIBAUD

UN QUART DES VERBALISATIONS

7 921 verbalisations ont été signifiées aux personnes et commerces (hors procédures délictuelles) du 18^e arrondissement durant le confinement, sur les 34 722 réalisées dans tout Paris. Presque le quart, alors que le 18^e abrite un peu moins de 9 % de la population de la capitale ! L'indiscipline a-t-elle été plus grande ou la vigilance policière s'est-elle exercée plus fortement ? A titre de comparaison, on peut citer les chiffres du centre (1935 contraventions), du 17^e (1044), du 19^e (3528), du 15^e (1191). Ces données, rendues publiques par la préfecture de police, sont partielles car elles ne prennent en compte que les verbalisations réalisées par les commissariats, alors que d'autres unités ont été engagées dans les contrôles. D.F.

TESTER À DOMICILE POUR CONT

A la demande de l'Etat, l'AP-HP a mis en place, dès le 20 avril, un projet pilote visant à détecter les personnes atteintes du Covid-19.

Samy El Amri, infirmier libéral et coordinateur des équipes médicales mobiles de la Communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) du 18^e, fait le point sur ces visites de dépistage. « La maison de santé Epinettes-Grandes Carrières où je travaille est proche de Bichat et en lien direct avec l'hôpital. Elle a été la base de départ, rejointe par la maison de santé Mathagon et l'hôpital venant en soutien. La CPTS (lire n° 281) a permis le lien avec les médecins de ville et les infirmiers libéraux. Les visites ont commencé le 22 avril. »

Selon quel modèle ?

Lorsqu'un médecin ou l'hôpital signale un patient symptomatique ou dépisté

positif, nous l'appelons pour lui proposer de venir chez lui afin de dépister les membres de son foyer. S'il est d'accord, sur place, nous revenons sur les gestes barrières : lavage des mains, bonne utilisation du masque, respect des distances, à l'aide du matériel que nous lui fournissons. Nous insistons sur l'indispensable séparation des personnes positives et apportons des solutions pour éviter les sorties : livraisons, portage de repas avec l'aide de la Mairie, du CCAS, du Secours populaire. Pour le confinement à l'hôtel, une procédure simplifiée nous permet de réserver des chambres, la Protection civile peut se charger du transport. S'il n'y a pas de solution avec des proches pour la garde des enfants, la Croix-Rouge peut être sollicitée. Et bien sûr,

des soignants de ville peuvent être appelés. Les différents acteurs travaillent ensemble, des liens se sont tissés au fil de l'expérimentation.

Qui fait quoi ?

L'hôpital Bichat fournit le matériel de labo pour les prélèvements et les analyses, pour la protection des soignants et la prévention des patients (ainsi que la Mairie). Il a fallu trouver d'autres solutions pour les surblouses qui commentaient à manquer : les Couturières solidaires ont fabriqué des charlottes et des blouses lavables, prises en charge par la Mairie. L'hôpital a fourni des voitures pour les soignants. L'Agence régionale de santé (ARS) apporte une aide financière et nous sommes en lien avec la CPAM. Et la Mairie nous prête les locaux. La logistique évolue au jour le jour...

Qui fait les visites ?

C'est un binôme : un infirmier (18 disponibles actuellement) et un inter-

COUP DE GUEULE

MONTMARTRE À VENDRE !

Re des Abbesses, les agences immobilières seront bientôt plus nombreuses que les magasins de vêtements et d'optique, qui au fil du temps ont remplacé les commerces de bouche. La spéculation immobilière a entraîné une telle hausse des prix ces dernières années que rares sont les commerces qui peuvent suivre... sinon des enseignes connues et les fameuses agences qui se payent une « belle adresse ».

De plus en plus, les unes et les autres sont dépendantes d'une chaîne. Deux bureaux, des téléphones et des ordinateurs, l'aménagement est vite fait et les devantures tristement et impeccablement semblables. Certes il y a les historiques, installées depuis des décennies, mais elles ont été rénovées dans cette morne mode fonctionnaliste. Et maintenant elles impriment même leur marque sur les trottoirs : « Vous avez fait le tour de chez vous ? Venez chez nous. » Ou encore, « Derrière chaque projet immobilier il y a un projet de vie. » (photo ci-contre). Entre le pied du funiculaire et la place Blanche on compte dix de

ces publicités sauvages qui mènent jusque devant la devanture de l'une d'entre elles. Récemment une maison de la presse-librairie, une pizzeria de quartier, un marchand de légumes ont été remplacés par des agences et les Montmartrois assistent, impuissants, comme dans le roman de Zola, à la curée : « Oui, oui, j'ai bien dit, plus d'un quartier va fondre, et il restera de l'or aux doigts des gens qui chaufferont et remueront la cuve. » ●

DANIELLE FOURNIER



Sandra Mignot

COMPARUTION IMMÉDIATE

“On a attendu la police, j'ai jamais voulu les kidnapper”

Gérald* comparait devant la 23^e chambre du tribunal judiciaire pour violences, dégradation de biens et violation de domicile.

Dans le box, Gérald, 35 ans, interpellé rue Marc Seguin. Il sortait tout juste de 14 mois de détention provisoire (et deux mois de confinement). Il venait voir ses deux enfants de 9 et 10 ans chez leur mère. « Un peu énervé », reconnaît-il. Dans un témoignage, son ex déclare qu'il a sonné avec violence et tambouriné sur la porte qui aurait fini par céder sous les coups. Elle l'accuse d'avoir déjà été violent, de l'avoir menacé de mort ce jour-là et de lui avoir serré le cou. Un portrait guère engageant. « Madame ne s'est pas rendue aux urgences médico-judiciaires et n'est pas partie civile », observe, dubitative, la présidente du tribunal. Gérald est soupçonné d'avoir voulu enlever les enfants pour les installer chez sa sœur, à Nancy. « C'est pas ça. Mais leur mère disait qu'elle en avait marre et qu'elle allait les mettre à la DDASS, explique-t-il. Et mes enfants ont l'habitude de passer du temps chez leurs cousins et cousines, ça n'a rien d'un enlèvement. » Gérald nie avoir détruit la serrure de la porte, explique que son ex ne répondait jamais à ses appels et qu'il a toujours été difficile de faire appliquer son droit de garde. Ce jour-là, il s'est donc « fait ouvrir la porte », a pris les enfants et est descendu dans la cour pour passer un moment avec eux. « On a attendu la police, j'ai jamais voulu les kidnapper », insiste-t-il. « Mais vous n'aviez pas à être là, un

lundi », sermonne la présidente. « Ce n'était pas votre jour de garde. » La cour relève des discordances entre les deux témoignages déposés par la mère des enfants, au moment des faits puis au commissariat. « Dans le premier, pas question de violences sur Madame, mais elles apparaissent dans ses propos le lendemain. Quant aux enfants, interrogés uniquement le lendemain, la maman aura pu influencer leur récit. » Dans le box, Gérald semble se détendre. La relaxe apparaît en vue... Mais le procureur se lève. Et signale que l'homme est sous contrôle judiciaire pour une affaire de viol en réunion. Un silence plane. Les juges parcourent le dossier : « Les victimes ne se sont jamais présentées en audition, ni à l'expertise psychiatrique. » Devant les trois magistrats qui composent la cour, le procureur enfourche soudain la cause féministe : « Quand on a l'intime conviction que les faits sont constitués, ça fait mal au cœur de voir que si peu de femmes battues obtiennent justice. » Pour lui, l'absence de la victime ne contredit en rien la caractérisation de l'infraction. « Je suis convaincu qu'il fait régner la terreur chez cette femme. » Mais l'avocat réfute : « Il n'est pas question ici de conviction mais de faits, des déclarations discordantes de la mère, de traces sur une porte qui ne sont pas datées, de l'absence de main courante dénonçant des violences antérieures. » Il dénie toute emprise du mis en cause. « Celui-ci ne voit plus son ex depuis des mois. » Et sollicite la relaxe. « On peut juste lui reprocher de ne pas avoir recouru au juge des affaires familiales pour régler la situation. » Gérald est condamné pour la seule violation de domicile, faute de preuves caractérisant les autres faits. Retour à la case prison, pour deux mois. SANDRA MIGNOT

* Le prénom a été modifié.

ENIR L'ÉPIDÉMIE

venant social ou d'une autre profession de santé (kiné, par exemple) ou un étudiant médecin. C'est possible car nous en sommes à quatre ou cinq visites par jour mais il faudra une autre organisation si les demandes augmentent. Le dispositif peut durer plusieurs mois, on s'adapte en fonction des prévisions, le planning des équipes est prêt pour juin.

Quel suivi après la visite ?

La fiche établie est transmise à l'équipe et, via le logiciel, le médecin qui a adressé le patient est informé, ainsi que le médecin traitant (s'il est différent). Seul le médecin coordinateur et les gestionnaires de la plateforme ont accès aux données médicales. Le secret professionnel est donc de règle. S'il existe un patient contact, nous proposons à la personne visitée de l'appeler elle-même, avant notre visite. Le Covid-19 est une maladie à déclarer obligatoirement. Le médecin doit

la signaler à la CPAM qui appelle les patients contacts. Celle-ci pourrait demander à l'équipe d'intervenir au domicile mais il lui est interdit de communiquer les données. Actuellement, la CPAM demande à la personne de se rendre au laboratoire, ce qui est en contradiction avec les règles de prévention. Une solution est attendue... Par la CPTS, nous sommes en lien avec d'autres médecins et infirmiers qui font remonter beaucoup d'informations. Nous partageons les outils et notre expérience avec d'autres CPTS de Paris. Nous espérons faire tache d'huile.

Quel accueil par les patients ?

Ils sont reconnaissants et comprennent qu'il ne s'agit pas d'un contrôle policier ni de « tracing ». Au départ, le terme de « brigades sanitaires » a été très mal perçu ! ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ANNIE KATZ



Jean-Claude N'Diaye

Le tribunal judiciaire de Paris.

LES CLUBS SPORTIFS DANS LES STARTING-BLOCKS

Seule une petite partie des activités sportives reprendra en juin mais tous les clubs doivent s'adapter.

Dans le monde d'après, pourra-t-on continuer à participer à des matchs de foot, à perfectionner son crawl en piscine ou encore à suivre un cours de yoga en groupe ? À ce jour, l'incertitude demeure pour les activités collectives ou celles qui se déroulent dans un lieu fermé. Les premières consignes sanitaires du ministère des Sports pour éviter un rebond de l'épidémie semblent draconiennes : dix mètres par exemple entre deux coureurs ou cyclistes et 4 m² de surface de jeu par personne.

Dans le 18^e, aucune date n'était fixée fin mai pour la réouverture des quatre centres sportifs qui abritent des gymnases et des terrains de handball, volley ou foot (en gazon synthétique) : Bertrand Dauvin, Poissonniers, Fillettes et Micheline Ostermeyer. Idem pour les piscines, où le respect de la distance physique semble être la principale difficulté en matière sanitaire. L'eau chlorée étant désinfectante, elle ne présente pas de risque de contamination avéré. Ces équipements étant gérés par la Mairie de Paris, la date de reprise dépend en grande partie des négociations entre elle et les syndicats sur les mesures de protection des agents.

En revanche, les terrains de sport de la Goutte d'Or, de Chapelle International (porte de La Chapelle) et Jesse Owens (ancien stade Championnet, porte de Saint-Ouen) devraient être à nouveau accessibles ce mois-ci. L'entrée sera régulée par des éducateurs.

S'organiser face aux contraintes

Un tour d'horizon des mesures prises par les clubs du 18^e s'impose !

Tennis « Nous avons prévu toute une série de mesures pour reprendre au plus vite, dès que la Mairie nous donnera le feu vert », explique Clyde Fleming, directeur du club Championnet sports. « Chaque joueur devra apporter ses propres balles et avoir du gel hydroalcoolique. Nous fournirons du désinfectant et du papier à usage unique. » Les cours se dérouleront uniquement en « un contre un » pour respecter les règles de distanciation.

Basket Au Paris basket 18, qui compte environ 200 adhérentes, les entraînements en extérieur ne reprennent pas pour l'instant. « Il y a trop de monde sur les terrains ouverts au grand public



Le stade Bertrand Dauvin, rue René Binet, Porte de Clignancourt.

et on ne peut pas réserver de créneaux. Et c'est difficile de motiver les joueuses quand il n'y a pas d'objectif en vue, le championnat ayant été arrêté en mars », observe Agnès Sylvestre, directrice du club féminin de basket.

En revanche, l'accompagnement individuel à la scolarité a repris dans le local de l'association, rue Madeleine Rebérioux, pour les collégiennes. Cette activité, partie intégrante du projet du Paris basket 18, s'était poursuivie en visioconférence en mars et avril. « Le basket de haut niveau est une motivation à poursuivre leurs études », explique Agnès Sylvestre.

Football « La saison est finie mais on pourrait reprendre les séances dès que le stade Bertrand Dauvin ouvre et les poursuivre jusqu'à la mi-juillet », espère Mustapha Khaldi, entraîneur de l'Olympic Montmartre et notamment de son équipe féminine (lire

notre reportage dans le numéro de septembre 2019). Depuis la mi-mai, les footballeuses se retrouvent en petit groupe sur l'espace pétanque du mail Belliard pour faire quelques exercices et étirements.

Athlétisme A Championnet sports, pas de reprise des séances ni même

du footing dans la rue depuis le 11 mai. « Même en petit groupe, les trottoirs et les contre-allées sont trop étroits. Ils ne sont pas faits pour courir et les voitures ont fait leur retour », constate Clyde Fleming. Les athlètes s'entraînent habituellement sur le stade des Poissonniers qui est toujours fermé.

Fitness et musculation Dans le club de remise en forme Do-in sport, rue de La Chapelle, on se prépare activement à la reprise. La traditionnelle coupure estivale devrait être repoussée pour compenser les mois de fermeture. Des places vont être délimitées au sol pour les activités de fitness et les groupes seront dédoublés pour accueillir au maximum sept personnes par cours. Les adeptes de musculation devront désormais réserver un créneau d'une heure un quart, car seuls deux adhérents pourront être présents en même temps. « Il y a une vingtaine de machines dans la salle mais l'espace pour circuler est étroit », explique Laurent Thuilliez, président du Do-in et coach. Dans tous les cas, le masque sera obligatoire. ● FLORIANNE FINET

Les sauveteurs en première ligne

Après la période de repos forcé liée au confinement, la piscine Hébert devrait être à nouveau fermée, cette fois pour travaux, dans le courant du mois. Les nageurs et triathlètes de l'association Montmartre natation sauvetage vont devoir s'armer de patience. Ou rejoindre la section sécurité civile du club, qui est toujours sollicitée par le Samu, pour transporter des victimes du Covid-19. Les bénévoles ont aussi participé à des maraudes auprès des sans-abri en Seine-Saint-Denis.

UN CHU À CHÂTEAU ROUGE

Le 70 boulevard Barbès, qui accueille actuellement des distributions alimentaires, deviendra bientôt un centre d'hébergement d'urgence.

Lors du dernier Conseil de Paris, l'immeuble a été mis à disposition (à titre temporaire) de l'Association pour l'accompagnement, le mieux-être et le logement des isolés (AMLI) dans le cadre d'un bail civil. L'association souhaite mener un projet social d'ensemble, en faveur des familles en situation de précarité et de grande exclusion et propose « d'installer un centre d'hébergement d'urgence (CHU) et d'y développer des actions

complémentaires, dans l'intérêt général parisien, d'accompagnement social, médical et de distribution alimentaire ». L'action sera menée « en partenariat avec plusieurs associations », qui paieront un loyer annuel de 100 euros. Dans un premier temps, il s'agira de répondre aux urgences : l'arrivée progressive de familles dans le CHU et les activités de distribution alimentaire déjà organisées par Aurore et Les Restos du cœur. Puis, le programme atteindra son plein

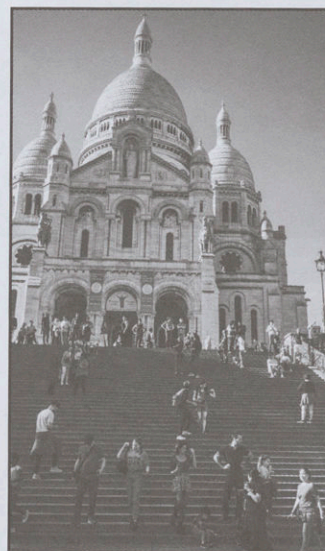
régime et des actions seront animées au rez-de-chaussée par l'Armée du salut et Agir pour le développement de la santé des femmes (ADSF). Le tout pour une durée de 21 mois « à compter de l'ouverture du CHU ». Il est précisé que « le projet pourra aussi s'élargir et intégrer une préfiguration du projet de la Maison des médias libres ». Car l'immeuble avait été affecté en décembre 2019 à un autre projet destiné à héberger des médias indépendants, dans lequel Le 18^e du mois compte bien s'inscrire. Espérons que ce projet, qui a mis beaucoup de temps à trouver un lieu d'accueil, ne soit pas relégué aux calendes grecques. D.F.

La rue est à nous

Street-artistes et convives en mal d'apéro ont repris possession de la rue. Les nouveaux "apérues" font la part belle à la vente à emporter (ici au carrefour Ramey-Marcadet et dans un bar du Simplon), censée amortir les pertes pour les cafés-bars-restaurants.



Nos quartiers déconfinés



Des pavés aux jardins Avant la réouverture des parcs et jardins, le week-end des 30 et 31 mai, les Parisiens (masque à portée de main – voire d'oreille – et distanciation physique oblige lorsqu'on recroise enfin ses voisins dans la rue...) ont tenté de se réapproprier l'espace public.

Photos Jean-Claude N'Diaye, Thierry Nectoux et Sandra Mignot

Photos Jean-Claude N'Diaye, Thierry Nectoux et Sandra Mignot



Protections en tout genre Les commerces ont dû s'adapter, pour protéger à la fois salariés et clients. Même si certaines mesures – comme le film plastique installé à hauteur de poitrine, ci-contre – semblent à la fois dérisoires et néfastes pour l'environnement.

Les murs ont la parole

Dès avant le 11 mai, les murs avaient repris leur rôle de porte-parole. Collages anti-féminicides (ici rue Caulaincourt), slogan pour la défense de l'hôpital sur les murs de Lariboisière ou invitation à la réflexion dans le passage des Abbesses « *Et le monde après sa fièvre ?* » (ci-contre) incitent à ne pas oublier les combats et questionnements qui agitent la société.



La nature reprend ses droits

Durant les 55 jours du confinement, faute d'attention et d'entretien, la nature – et notamment la végétation – s'est développée partout où c'était possible. Ici le long du tramway, boulevard Ney.

MUNICIPALES : ENCORE UN PETIT TOUR

Le deuxième tour des élections municipales aura lieu le 28 juin. Une situation inédite puisque trois mois le séparent du premier tour, ainsi qu'une profonde crise sanitaire, prémices de la crise sociale.



Les affiches du premier tour restées en place durant tout le confinement.

Thierry Nectoux

Trois mois se seront écoulés entre les deux tours, au lieu d'une semaine. L'exécutif vient de décider la programmation du deuxième tour des élections municipales pour la fin juin. Une loi, votée le 22 mars, précise : « Lorsque, à la suite du premier tour organisé le 15 mars 2020 pour l'élection des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, un second tour est nécessaire pour attribuer les sièges qui n'ont pas été pourvus, ce second tour, initialement fixé au 22 mars 2020, est reporté au plus tard en juin 2020 (...) si la situation sanitaire permet l'organisation des opérations électorales. » Cela permet de comprendre pourquoi la date du 28 juin a été fixée : on atteint la limite de trois mois après le vote du 22 mars. Les déclarations de candidature à ce second tour ont été déposées « le mardi qui suit la publication du décret de convocation des électeurs », soit le 2 juin. Ensuite, tout va s'enchaîner jusqu'au vote, avec une campagne d'entre deux tours plus longue que d'ordinaire.

Concrètement le jour du scrutin, chaque électeur ou assesseur devra porter un masque. Du gel hydro-alcoolique sera disponible et les règles de distanciation physique seront appliquées. Des mesures à même de

faciliter le vote par procuration, notamment la prolongation de celles mises en œuvre au premier tour, restent à définir à l'heure où notre journal part à l'impression. Les programmes ont-ils évolué par rapport au premier tour ? Dans les listes de fusion (lire ci-contre), chacun essaye de faire avancer ses idées, en tenant compte du poids des scores au premier tour et l'engagement pour le deuxième tour est le fruit d'un compromis. Les grands sujets du premier tour, espaces verts, cantines scolaires, logement sont toujours présents mais des sujets nouveaux sont apparus : l'agrandissement des pistes cyclables et la place du piéton, la solidarité et sa reconnaissance, la lutte contre la précarité et la pauvreté, la relance des commerces, la qualité de l'alimentation...

Voter ou aller à la pêche ?

Reste une grande inconnue, l'abstention. Le premier tour, qui a eu lieu le 15 mars, a été marqué par un taux de participation en baisse de plus de cinq points par rapport à la précédente élection municipale. Qu'en sera-t-il dans les conditions très particulières de la crise sanitaire que nous vivons ? Les préoccupations des électeurs ont largement évolué sous le coup de la crise et de son cortège de difficultés. Les électeurs, souvent échaudés par

le déroulement du premier tour, iront-ils déposer leur bulletin dans l'urne ? Ne seront-ils pas tentés par une sortie à la campagne dont ils ont été privés si longtemps ? ● DANIELLE FOURNIER

Les listes en course

Les électeurs auront à choisir entre trois listes. Celles d'Éric Lejoindre (Anne Hidalgo - Paris en commun) et Anne-Claire Bux (David Belliard - L'Écologie pour Paris), arrivées en tête au premier tour, fusionnent. Vient ensuite la liste conduite par Pierre-Yves Bournazel pour Agnès Buzyn (LREM) puis celle menée par Rudolph Granier (LR) pour Rachida Dati. Ces deux derniers conservent plus ou moins leur programme initial. L'accord conclu entre les listes d'Anne Hidalgo et de David Belliard porte sur la gouvernance (nombre d'adjoints potentiels, de collaborateurs, de délégations). Côté programme, il a été acté que plusieurs grands projets immobiliers dont celui d'Ordener-Poissonniers (où des associations militent pour qu'un grand parc soit créé) seraient revus avec une plus grande place accordée aux espaces verts. Parmi les autres éléments de discussion, le minimum universel garanti serait expérimenté dans le 18^e et un conseil d'arrondissement citoyen y serait créé. D. F.

RÉSULTATS DU PREMIER TOUR EN 2020

Quatre listes ont obtenu plus de 10 % et pouvaient fusionner ou se maintenir au second tour :

Eric Lejoindre Paris en commun (A. Hidalgo)	13 499 voix	31,66 %
Anne-Claire Bux L'Écologie pour Paris (D. Belliard)	7 314 voix	17,16 %
Pierre-Yves Bournazel Ensemble pour Paris (A. Buzyn)	7 245 voix	16,99 %
Rudolph Granier Changer Paris (R. Dati)	4 825 voix	11,32 %

Deux listes ont obtenu plus de 5 % et peuvent donc être remboursées de leurs frais de campagne, mais elles ne peuvent pas participer au second tour :

Vikash Dhorasoo Décidons Paris (D. Simonnet)	3 964 voix	9,30 %
Lucas Elalouf Le nouveau Paris (C. Villani)	2 612 voix	6,13 %

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TOUR EN 2014

Votants : 54 177. **Exprimés :** 51 881. **Abstention :** 45,7 %
Liste Eric Lejoindre (PS, PCF, PRG, EELV) : 32 387 voix 62,43 %
Liste Pierre-Yves Bournazel (UMP) : 19 494 voix 37,57 %

TÉMOIGNAGES

“ L'ÉPIDÉMIE VUE D'ICI... ”

Ils sont venus de loin et vivent dans le 18^e depuis cinq, vingt ou quarante ans, l'histoire et le cœur à cheval sur deux pays, ici et là-bas où vit encore une partie de leur famille. Ils racontent et comparent la crise d'un pays à l'autre, la peur ou l'insouciance, la misère ou le travail, les soucis et les petits bonheurs du confinement.

PAR STÉPHANE BARDINET
ET CLAIRE ROSEMBERG

SIMPLON / CORÉE

« L'habitude du masque »

Miwon Seo, Coréenne, trentenaire, est installée à Paris depuis 2009 et depuis 2014 dans le quartier Simplon. Elle termine une thèse de sociologie.

« J'ai été surprise par le confinement, même si j'avais déjà commencé à prendre mes précautions et à ne plus trop sortir. Fin février début mars, c'était le pic de l'épidémie en Corée, ce que les médias français couvraient beaucoup. À l'inverse, nous n'avions aucune information pour la France et je ne savais pas si le virus nous toucherait.

A Paris, peu de gens étaient inquiets pour eux-mêmes, on me demandait plutôt des nouvelles de ma famille. Je répondais que tout allait bien, qu'ils s'étaient auto-confinés. Jamais depuis le SRAS, il y a vingt ans, nous n'avions connu une telle épidémie là-bas.

À l'époque j'étais petite et n'ai aucun souvenir. Mais en Corée, le masque est plus fréquent, surtout à cause de la pollution de l'air aux microparticules venues de Chine ou des fumées d'usines. Mon père est asthmatique et il en porte un souvent. Les gens s'isolent plus facilement pour ne pas contaminer les autres, même pour des affections légères. En France, je constate que même malade, on n'arrête pas d'aller au travail, par pression, par culture ou par choix.

Mes parents devaient venir assister à ma soutenance de thèse le 6 mai mais nous avons renoncé à leur voyage d'un commun accord. Les deux mois de mon confinement, je les ai passés avec mon compagnon. Je terminais ma thèse et j'avais beaucoup de travail, je ne me suis pas ennuyée. Au début, je sortais très peu, je faisais beaucoup de visioconférences puis, progressivement, je me suis mise à sortir une heure tous les jours, le matin.

« A Paris, peu de gens étaient inquiets pour eux-mêmes et on me demandait plutôt des nouvelles de ma famille. »

Mes parents étaient satisfaits de la politique d'information du gouvernement coréen sur la maladie même s'il y a eu aussi le débat sur les masques et des problèmes d'approvisionnement. En France, j'ai été frappée par les incohérences incompréhensibles entre les changements de décision et les consignes pas claires, notamment sur la distanciation sociale. » ● S.B.

MONTMARTRE / AUSTRALIE

« Une île bien close »

Documentariste radio indépendante, Kaye Mortley est australienne mais réside en France depuis une quarantaine d'années.

Kaye vit seule à Montmartre et s'est demandé parfois, pendant les plus durs moments de la crise, si sa fille, sa petite-fille et son gendre pourraient revenir un jour dans le 18^e où ils ont l'habitude de passer une partie de l'année. La réaction du gouvernement « paraissait erratique. Il n'y avait ni masques ni tests, les frontières étaient fermées. » Sa famille lui téléphonait « un peu plus que d'habitude » en lui donnant des nouvelles du passage du Covid-19 à l'autre bout du monde.

L'Australie, dont les gouvernants étaient très critiqués pour les feux de forêt de cette année, « a opté comme d'habitude pour l'insularité ». Il y a eu confinement, mais « moins extrême », et moins longtemps qu'en France. Et moins de dégâts sur le

plan sanitaire – 98 morts et 7 044 cas à la mi-mai.

Aussi Kaye ne s'est jamais trop inquiétée pour sa famille. « D'abord parce que c'est une île, difficile à atteindre une fois les vols bloqués mais aussi parce que les conditions de vie y sont différentes. » Avec 500 habitants au km² à Melbourne où vit sa fille, contre 25 000 à Paris, moins de foule donc moins de risques. L'usage de véhicules privés est plus courant, les maisons avec jardin aussi. La plus importante source de contagion fut l'arrivée du bateau de croisière Ruby Princess qui, à la mi-mars, a débarqué 2 700 passagers à Sydney, dont certains toussaient et respiraient mal.

Aujourd'hui le déconfinement est en marche mais il reste interdit d'être plus de dix à un mariage ou vingt à un enterrement. Plus le droit non plus d'inviter plus de cinq personnes chez soi. Les restaurants rouvrent début juin mais avec un maximum de vingt convives à l'intérieur. Les matchs de foot reprennent courant juin. « Mais les Australiens, même en temps normal, gardent leurs distances. » ● C.R.

CHÂTEAU ROUGE / GUINÉE

« Quand Manu Dibango est mort »

Ils sont de Guinée mais se sont connus en France. Avant l'arrivée du coronavirus, ce couple de sans-papiers trentenaires travaillait comme coiffeurs dans un salon à Château Rouge.

Au pays, Ibrahim était infirmier et Marie (son prénom a été changé) gérante d'une station-service. La crise sanitaire et le confinement ont été très difficiles pour eux. « On est sans revenus, sans rien pour la première fois. C'est dur de ne pas pouvoir acheter à manger, de se retrouver isolés tout d'un coup. Et je ne sais pas si je pourrai reprendre le métier de coiffeur. J'ai peur d'attraper la maladie. » Et puis il faut des ressources pour acheter les masques, les gants, les combinaisons jetables.

Un ami âgé français les a aidés à survivre, mais pour Ibrahim,

opposant politique au président Alpha Conde dont la demande d'asile a été refusée par la France, la vie a été d'autant plus dure que les nouvelles de chez lui étaient mauvaises. Sa mère a été emprisonnée trois semaines pour avoir manifesté contre un troisième mandat du chef d'État de 82 ans.

« On veut reprendre le travail mais dans la coiffure il n'y a même pas un mètre d'écart avec le client, alors on a peur. Je vais chercher un autre travail. » Pourtant au départ ils pensaient comme d'autres que le Covid-19 ne touchait pas les Noirs. Au pays, où il y avait le couvre-feu mais moins d'une vingtaine de morts et 3 000 cas pour une population de 14 millions, on recommandait de prendre une décoction de gingembre, ail et citron pour stopper la toux et d'éviter la clim. « En France aussi beaucoup l'ont fait. Mais quand Manu Dibango est mort, là on a compris. Avant pour nous c'était de la blague, on n'avait pas vu un Noir atteint. » Quelques Africains rencontrés à Château Rouge sont morts. « Ne pas les revoir c'est dur. » ● C.R.

PORTE DE CLIGNANCOURT / SYRIE

« C'est la guerre qui tue »

Khaled Alakchar est arrivé en France en 2015 avec sa femme et leurs deux jeunes enfants, fuyant la Syrie en guerre. Ce metteur en scène et dramaturge de 51 ans a dû se réinventer en chef cuisinier car « c'est dur de trouver du travail dans le théâtre ».

« Le confinement était peut-être une solution pratique pour vaincre l'épidémie mais cela a été très grave pour moi. Je venais de me séparer de ma

« Les frontières sont closes, il n'y a pas de voyages, pas de touristes comme ici. »

femme et c'était la première fois que je me trouvais loin de mes enfants. Ici, beaucoup de gens aiment vivre seuls mais nous, on a besoin des autres pour discuter, cuisiner, vivre. J'ai toujours travaillé avec beaucoup de

monde. Ces semaines ont été pour moi des moments de méditation qui m'ont ramené à des souvenirs de douleur et des moments difficiles. »

Khaled parle de sa famille en Syrie qui a faim mais quand on lui demande si là-bas le virus fait des dégâts, il a l'air surpris. « Non, la Syrie est en guerre, les frontières sont closes, il n'y a pas de voyages, pas de touristes comme ici. Il y a beaucoup de morts, mais à cause de la guerre, de la faim et de Bachar el-Assad. Les hôpitaux sont pleins. » Le pays d'ailleurs ne recense officiellement que trois morts et 58 cas de Covid-19 pour une population de 17 millions d'habitants.

Alors pendant ces semaines étranges où « tout le monde ne parle que de la mort », il a écrit une pièce de théâtre sur un médecin et un infirmier et leur sacrifice pour sauver un malade. « Ce sont des gens formidables d'humanité. Ce texte est un cadeau à ceux qui vivent. » Il travaille dorénavant à traduire le texte en français et anglais. ● C.R.

LA GOUTTE D'OR / ROYAUME UNI

« Un déni encore plus long »

Melissa Thackway, franco-britannique, la cinquantaine, enseigne le cinéma à l'université. Elle habite la Goutte d'Or depuis plus de vingt ans.

« Ce fût une période étrange, le temps passait vite mais sans faire grand-chose, faire les courses, cuisiner, un peu de yoga et assurer mes quelques cours en ligne pour mes étudiants. J'ai passé ce temps sereinement mais en conscience que c'était un moment unique. Je suis restée seule dans mon 30 m², ma fille est partie rejoindre son copain.

Ma mère vit dans une petite ville au bord de la mer. En raison de son âge et de sa santé, c'est une personne à risque mais elle n'a pas ressenti le danger aussi vivement qu'à Londres, qui a été très touchée. Un de mes frères a quitté New-York avant la crise, l'autre vit à Londres avec son fils. Il s'est occupé de son entreprise depuis son domicile.

En France, nous avions quinze jours d'avance par rapport au Royaume-Uni et ma famille voyait avec moi ce qui allait leur arriver.

Là-bas l'impréparation a été encore plus grave et le déni a perduré encore plus longtemps. Le retard de la réaction s'explique d'abord par la volonté de ne pas arrêter l'économie. Le confinement n'a pas été obligatoire, avec moins de règles ni d'autorisation de sortie. La tradition britannique fait plus confiance au citoyen et à son sens civique. Généralement les Britanniques râlent moins que les Français et suivent plus volontiers le gouvernement.

Ici j'ai senti un gros niveau d'impréparation malgré des déclarations pleines d'aplomb. Ça faisait penser à Tchernobyl. Un minimum d'honnêteté ou de désarroi aurait été audible. Ce qui m'a le plus choquée, ce sont les policiers dans le quartier avec les LBD. J'ai fait des distributions de nourriture. Les gens faisaient la queue pour recevoir les paquets et les policiers passaient souvent, ils n'étaient pas très bienveillants, voire carrément agressifs comme lors de l'interruption de la distribution de masques par la boutique de confection Barakatou (lire p. 16).

Toutefois, j'ai eu aussi mon petit moment de plaisir lorsque rue Labat, j'ai pu trouver de la marmelade dans une épicerie indienne. J'en mange tous les matins au petit déjeuner alors imaginez mon bonheur de Britannique. » ● S.B.

...ET D'AILLEURS

MONTMARTRE / PHILIPPINES

« Les pauvres meurent »

Reine Arcache Melvin aurait préféré être confinée aux Philippines, le pays de sa mère, car « il y a là-bas un esprit de communauté, un sentiment très fort de solidarité, d'entraide ».

Tout y semble « plus intense, beaucoup de choses se passent à tous les niveaux » en raison de la disparité sociale, du controversé président Rodrigo Duterte, des problèmes économiques. En tant qu'écrivain elle aurait aimé en être témoin.

Dans le 18^e, avec une de ses filles, elle a profité du confinement pour lire et écrire tranquillement. Aux Philippines « ça a été bien plus dramatique qu'ici à cause de l'énorme différence entre les 1 à 10 % de gens aisés, et les autres, les pauvres. » Alors que les premiers pouvaient envoyer leurs domes-

tiques faire le marché, la majorité a souffert de la faim faute de travail, et de maladie faute d'argent pour se soigner. Selon les chiffres officiels il y a eu, à la mi-mai, 831 décès et 13 000 cas. Très peu pour une population de 110 millions. « Les pauvres, on dit qu'ils sont morts de pneumonie. Vivre ou mourir, c'est une question de classe sociale là-bas. »

Pour assurer le confinement, le président Duterte a autorisé les militaires et policiers à « tirer à vue », comme pendant sa guerre contre la drogue. La presse locale et les médias sociaux ont montré que l'économie souffre aussi du retour de milliers de personnes qui assuraient une part importante du revenu national en travaillant dans les pays du Golfe et en Asie comme domestiques, marins ou dans le bâtiment.

Dans ce pays très croyant, l'église catholique a encouragé la prière et le retour aux valeurs spirituelles et à la moralité. Mais la crise du coronavirus a également exacerbé un sentiment anti-Chinois. ● C.R.

CÔTÉ ENSEIGNANTS

UN RETOUR À L'ÉCOLE QUI QUESTIONNE

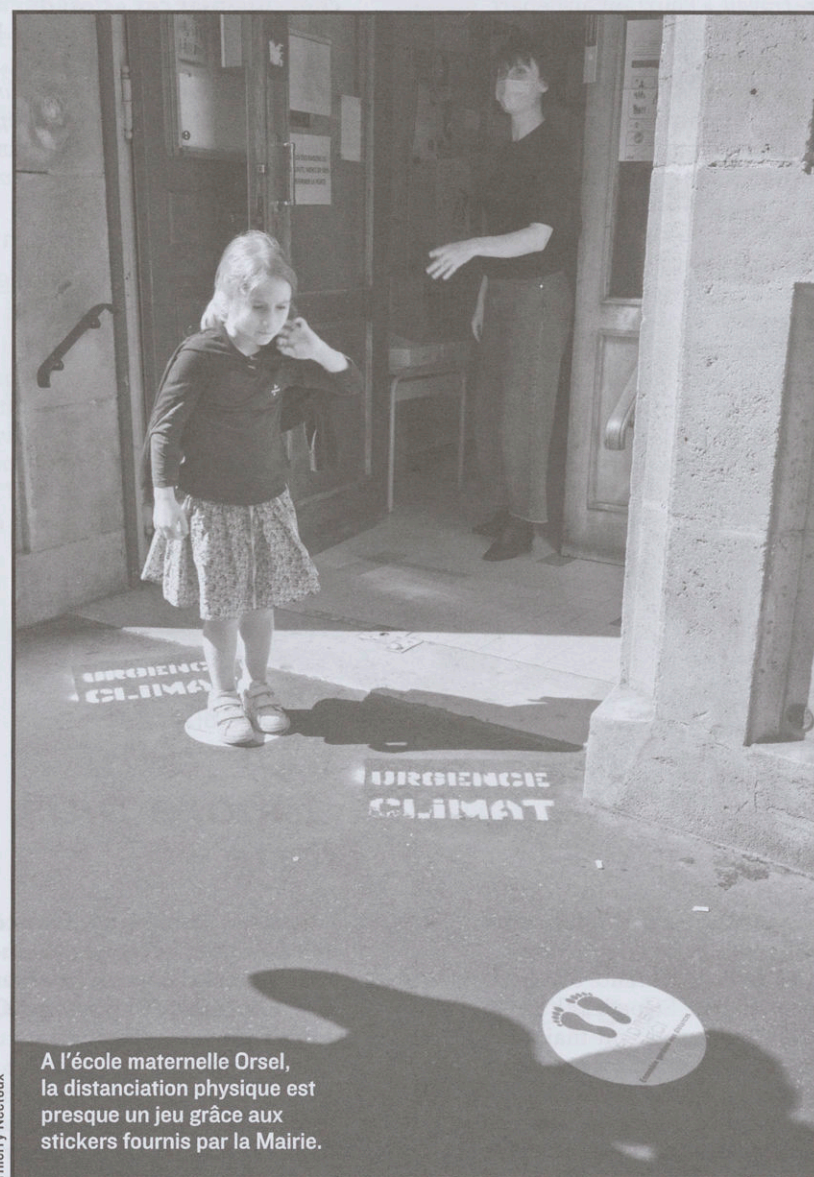
La « rentrée » partielle, entamée la semaine du 11 mai à Paris, a suscité de nombreuses craintes et interroge la vocation de l'école publique. Etat des lieux dans deux écoles du 18^e arrondissement.

Avant le 11 mai

Une dizaine de jours avant la date annoncée, branle-bas de combat sur les réseaux sociaux : les professeurs des écoles élémentaires et des maternelles échantent, essayant de comprendre comment va se faire cette réouverture, qui apparaît pour le moins complexe, pour ne pas dire ingérable. Mais la rentrée n'est pas vécue de la même façon partout.

A l'école Françoise Dorléac, sur la périphérie nord du 18^e, les lundi 4 et mardi 5 mai, les visioconférences avec l'équipe se multiplient : la crainte est celle d'un protocole inapplicable, anxiogène. Ce ne sont pas les lieux, plutôt spacieux, qui posent problème, mais la déontologie : comment choisir les enfants « prioritaires », alors que presque tous le sont dans ces quartiers sensibles ? Outre ceux des soignants, du personnel éducatif, des policiers et autres fonctionnaires mobilisés, il y a aussi les enfants décrocheurs ou ceux dont les conditions de travail ne leur permettent pas de suivre le programme (absence d'ordinateur, logement exigu, parents non francophones, etc.) « Les conditions sont injustes, ce n'est pas républicain », affirme une enseignante.

Les professeurs s'organisent, une motion est votée contre la réouverture, soutenue par la majorité des syndicats. Mercredi 6 mai, le verdict tombe : la motion est abandonnée, le directeur a décidé d'ouvrir. Le choix n'est pas laissé aux enseignants d'être présents ou pas, la hiérarchie faisant pression. C'est un vrai dilemme pour certains : « J'habite en grande banlieue, je n'ai pas de voiture, poursuit l'enseignante, je suis mes 12 élèves de classe REP+ par téléphone tous les jours, certains sont également suivis par la psychologue scolaire et le maître spécialisé, cette rentrée est du théâtre. Pour moi,



A l'école maternelle Orsel, la distanciation physique est presque un jeu grâce aux stickers fournis par la Mairie.

Thierry Nectoux

de l'arrondissement et difficilement aménageable pour permettre le respect des distances. Il n'y a pas non plus de directeur en « présentiel » (il compte parmi les personnes « à risque »), ni de gardien, ni de professeurs de la Ville de Paris (travaillant habituellement dans plusieurs établissements, ils sont affectés dans leur école principale). Comme dans beaucoup d'autres écoles, les conditions de réouverture ne sont pas au rendez-vous : les personnels d'entretien, censés désinfecter les locaux, ne sont pas au complet, certains étant obligés de rester confinés du fait de leur santé ou de la grande distance travail-domicile. Il va certainement falloir recruter des agents

en urgence. Pour l'instant, aucune formation aux gestes barrières n'est planifiée, pas de livraison de gants, ni de savon, ni de thermomètre « flash » (sans contact avec la peau), ni de serviettes jetables ou de sacs poubelle à usage spécifique.

Après le 11 mai

Après une journée de préparation pour vérifier que tout est en place, les enfants qui ont été choisis sont attendus le 12 mai. A Françoise Dorléac, la majorité de l'équipe est de retour, par roulement, deux jours par semaine. Une enseignante a préféré continuer à travailler à distance, elle dit avoir instauré un rapport de confiance avec les familles qui, dans leur grande majorité, avaient peur de

lâcher leurs enfants, effrayés par les visières, les masques et cette fameuse désignation de « zone rouge ». « La créativité est au rendez-vous dans cette distance enrichie tout au long du confinement, affirme-t-elle. Nous avons inventé un nouveau lien à l'apprentissage, on se connaît mieux, les parents ont reconnu la qualité du travail personnalisé que nous avons dispensé. Et je continue de trouver inconcevable d'habituer les enfants, à l'école, à être dans l'individuel et pas dans le collectif, qui est le moteur de leur sociabilisation. »

A Foyatier, « la rentrée a été un peu chaude », confie l'un des enseignants venu à vélo depuis la banlieue nord parce qu'il hésitait à reprendre le métro. Il s'est porté volontaire pour le roulement, comme sept de ses collègues (sur les douze de l'équipe) qui gèrent donc une quarantaine d'élèves par semaine. Il confirme que les bidons de gel ont été fournis à temps mais aussi que les peintures pour le sol ne sont arrivées que le jour de l'ouverture, et que les enseignants ont dû bricoler avec les moyens du bord. Néanmoins, il trouve que les images, largement médiatisées, d'enfants confinés dans des carrés peints au sol sont exagérées : « On les laisse se déplacer librement, la plupart savent ce qu'ils doivent faire et sont contents d'être revenus ». Certains parents pourtant s'étonnent des critères de choix, considérant que ce ne sont pas nécessairement ceux qui sont là qui en ont le plus besoin. Il est vrai que la question des enfants les plus difficiles à gérer (handicaps physiques ou psychologiques) pose problème : comment les accompagner lorsqu'on ne peut pas les toucher ?

Philippe Darriulat, chargé des Affaires scolaires à la Mairie du 18^e, indique que six des 67 écoles de l'arrondissement sont restées ouvertes pendant le confinement pour accueillir les enfants prioritaires, une petite centaine. En date du 24 mai, seulement trois écoles maternelles (Emile Duployé, Paul Abadie et Tchaïkovski) sont encore fermées. Entre 1 500 et 2 000 enfants sont donc actuellement accueillis dans les établissements (certains ont été regroupés pour faciliter l'accès).

Pour l'enseignant de Foyatier, cette réouverture s'est relativement bien passée, mais ce qui inquiète c'est la rentrée de septembre : le protocole est déjà difficilement applicable avec 10 % des élèves, comment sera-t-il gérable avec le retour de tous les enfants ? Cette réouverture va peut-être permettre d'imaginer des solutions, mais l'avenir est en point d'interrogation. ● DOMINIQUE BOUTEL

« Les conditions sont injustes, ce n'est pas républicain. »

les gestes barrières, c'est du zéro, on est dans le contact avec nos élèves. » Et que dire des enfants en situation de handicap, suivis par un auxiliaire de vie scolaire (AVS) qui souvent est amené à les toucher ?

A l'école élémentaire Foyatier, Montmartre, les problèmes sont différents. La cour est une des plus petites



L'école Houdon utilise ses deux accès pour organiser accueil et sortie des élèves.

CÔTÉ PARENTS

DES CONDITIONS D'ACCUEIL PEU INCITATIVES

Les écoles ont rouvert leurs portes mi-mai. De nombreux enfants n'en ont pas repris le chemin. Ce n'est pas tant le virus que les conditions d'accueil qui inquiètent.

Les remettre à l'école ou pas ? Dès le déconfinement, les parents se sont posé la question. Parmi ceux que nous avons interrogés, beaucoup souhaitent une reprise de leur enfant pour ce dernier mois, du moins pour l'école primaire : ils font confiance aux enseignants. Quant aux petits, beaucoup réclament un retour à l'école et ont envie de retrouver amis et maîtresse. Mais les conditions de reprise en ont dissuadé plus d'un : enfants dispatchés dans des classes avec des roulements parmi les enseignants, mesures de distanciation physique drastiques, protocoles trop compliqués pour les plus petits, communications partielles...

Pour Raphaële – ses enfants sont en maternelle et CP dans deux écoles de Montmartre – le respect des distances de sécurité, même lors des récréations, semble injouable, ceci confirmé après les avoir emmenés une fois avec elle en grande surface...

Ce marquage a été créé par Barbara, qui enseigne les arts plastiques à Houdon.



Thierry Nectoux

Une lettre, signée par les membres d'un réseau d'enseignants et de chercheurs et publiée dans la revue collaborative en ligne Café pédagogique l'a confortée dans l'idée que l'école ne serait plus celle que les enfants ont quittée en mars.

Des enseignants « désolés »

Le document qui a beaucoup circulé parmi les parents déplore les conditions dans lesquelles le retour en classe est organisé et juge celui-ci trop risqué. Il débute ainsi : « Nous, directrices, directeurs, enseignantes et enseignants, sommes désolés pour vous les enfants de cette privation de liberté que l'on va vous imposer (lavage des mains, distanciation, contrainte, lavage des mains...). » Les rédacteurs estiment que le retour à l'école tel que proposé serait « une prise de risque insensée », que les enfants y seront « traités comme des poulets en batterie et que leur liberté de discuter, de jouer, d'échanger et d'apprendre ensemble, sera réduite à néant ».

Chez les parents ce n'est pas l'inquiétude qui domine, plutôt la prudence. Mais ils regrettent que l'école soit réduite à faire office de garderie, comme annoncé ici et là. En particulier pour des classes de CP et CM2, importantes tant dans l'apprentissage que dans la socialisation. « A Sainte Isaure, les CM1 et CM2 ont regroupé les 4 classes en une seule de 8 élèves avec une rotation des enseignantes

qui ne permet pas de suivi efficace de l'apprentissage », rapporte Juliette. Cette maman considère que sa fille de CM2 est mieux préparée à la rentrée au collège avec le blog efficace et interactif que la maîtresse a mis en place.

Concernant les maternelles, le problème est plus complexe car les gestes barrière semblent davantage une utopie avec des petits de 4 ans. « La maîtresse elle-même n'y croit pas », explique Clary, dont le fils est à André del Sarte en petite section. Isabelle dont l'enfant est à Constantin Pecqueur, se dit frustrée de cette interruption. Elle trouve « violent » que les élèves ne revoient ni maîtresse ni camarades de classe. Elle évoque même un sentiment d'« abandon ». Elle espère que d'ici fin juin, ne serait-ce que par petits groupes, les enfants reverront leur maîtresse et leurs amis.

En maternelle, mission impossible ?

Les parents restent conscients que certains enfants, faute de suivi scolaire, auront acquis un grand retard durant cette période et doivent être prioritaires. Sophie, quant à elle, a obtenu que sa petite, en CP à Lepic, retourne à l'école deux jours par semaine : « Elle est passée par beaucoup d'émotions (colère, angoisse, stress, peur d'aller dans la rue...). L'institutrice a entendu qu'elle n'allait pas très bien et l'a acceptée. »

Malgré quelques appréhensions, Clary ne veut pas dramatiser. Pour septembre elle espère une rentrée normale. La conclusion pleine de bon sens vient de Sophie : « Le virus sera toujours là en septembre donc pourquoi attendre ? Il faut vivre avec et trouver des solutions. » ● ANNE BOUCHARD

Le rectorat prépare la rentrée

Dans le 18e, cinq ouvertures et cinq fermetures de classes ont été annoncées pendant le confinement. Les parents d'élèves des écoles concernées par la disparition d'une classe se sont mobilisés et ont obtenu des modifications. Ainsi, la fermeture prévue à l'école élémentaire Philippe de Girard a été annulée... non sans contrepartie : l'ouverture prévue à Pajol a été, elle aussi, annulée. Des ouvertures nouvelles ont été proposées par les parents à l'académie : école Françoise Dorléac B, école Guadeloupe.

Mais l'académie ne dispose pas de postes en réserve. Pour chaque annulation de fermeture ou ouverture nouvelle, il lui faut donc annuler des ouvertures prévues et annoncées aux écoles maternelles en REP et REP + pour effectuer des dédoublements de classe de grande section. Ceci dans cinq écoles maternelles dont l'école Abadie. Cette gestion « comptable » ne crée pas de postes, voire en supprime, par exemple, à l'école Houdon. Cet établissement, qui accueille une classe UPE2A (unité pédagogique pour élèves allophones arrivants) et une classe UliS (unité localisée pour l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap), va perdre un poste de formateur.

« Avec le Covid, ce n'est pas vraiment le moment », observe une mère d'élève. En effet, nombre de professeurs des écoles se demandent comment ils vont pouvoir accueillir leurs élèves à la rentrée. Le Covid-19 impose en effet que l'aménagement des classes soit revu. « Sauf à pousser les murs, on ne pourra pas accueillir tous les enfants, si on respecte les règles sanitaires actuelles », s'insurge une enseignante. La rentrée de septembre risque de ne pas être facile... DANIELLE FOURNIER

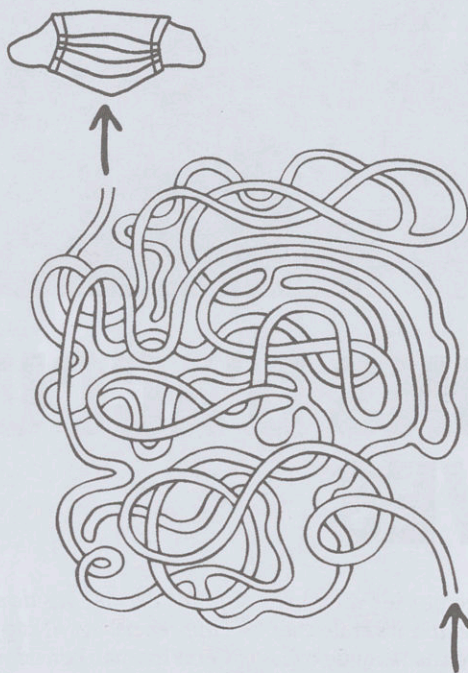
QUI VEUT SON MASQUE GRATUIT ?

Après un départ poussif, la distribution de masques par la Ville est bien entamée. Mais les épisodes qui ont émaillé la mise en œuvre de l'initiative municipale illustrent nombre de phénomènes sensibles depuis le début de la crise. Revue d'incohérences et de bizarreries.

Le 22 mai, la pharmacie rue de La Chapelle montre deux sacs contenant les masques lavables livrés le matin même pour être distribués aux Parisiens munis de leur bon de retrait papier ou sur téléphone. « Nous n'avons rien demandé », explique la pharmacienne, « ils sont arrivés avec les livraisons de nos grossistes, nous sommes désormais livrés quotidiennement. »

Un masque lavable entre 10 et 20 fois. La notice d'utilisation ne semble pas s'offusquer de l'ambiguïté. Alors 10, 15 ou 20 fois ? « Première réponse », assure la pharmacienne, une mesure de bon sens. Un masque utilisable quatre heures. Soit cinq fois deux demi-journées et donc une semaine, peut-être deux si l'utilisateur se rend au travail en transports en commun. C'est mieux que rien rétorquera-t-on. Mais, tout ça pour ça ? La chose doit être lavée 30 minutes à 60 °C, séchée mécaniquement (sèche-linge ou sèche-cheveux) puis repassée à 110 °C. Simple comme bonjour. Et le bilan carbone alors ?

Pour la distribution, un fichier informatique est créé et conservé jusqu'à la fin de l'urgence sanitaire



qui demande nom, prénom, âge, adresse pour s'assurer que chaque Parisien n'obtienne qu'un masque et un seul. Assurément, on voit ici à l'œuvre la défiance de principe que semblent nourrir les autorités publiques à l'encontre des citoyens et la marche forcée de la numérisation de nos existences. Et un fichier de plus. Que doit-on en penser ? Que d'éternels profiteurs pourraient sans cela se livrer à un trafic de masques ? A Madrid, on a vu des policiers en distribuer gratuitement à tous ceux qui le demandaient... Ici, cela s'est fait à l'entrée de certaines stations de métro. C'était peut-être trop simple.

Une forme de communication politique ?

Et de fait, il revient aux pharmacies d'exiger des documents d'identité pour donner le masque, pour les adultes comme pour les enfants. « Normalement, nous ne sommes habilités à exiger une pièce d'identité qu'en cas de délivrance de stupéfiants à une personne autre que celle désignée sur l'ordonnance, un mari qui vient chercher les médicaments pour sa femme par exemple », déclare la pharmacienne, avant de tempérer, « mais en général, les clients viennent dans leur pharmacie habituelle et le bon de retrait suffit. » Reste que la mesure questionne. Dernièrement, chemins et contrôleurs des trains ont refusé d'assurer le respect des gestes barrières par les voyageurs dans les trains. « Nous ne sommes pas des auxiliaires de police », ont-ils argumenté. Pas faux.

Trois semaines d'attente pour les personnes sans risque, afin de laisser la priorité aux plus fragiles qui, elles, l'obtiennent dans la journée de leur inscription. Un tel délai pour un masque utilisable une semaine, y aurait-il là une forme de communication politique ? On n'ose y croire... ● STÉPHANE BARDINET

MULTIPLICATION MIRACULEUSE

Dans la grande distribution, il y a eu ceux qui réservaient les masques aux clients fidèles, ceux qui révisaient les prix à la hausse et ceux... qui ne les donnaient pas.

Denrée rare de cette crise, les masques à usage unique sont apparus indispensables, une fois le déconfinement annoncé. Lorsqu'un supermarché de La Chapelle a annoncé leur prochaine disponibilité, nous avons vite réservé en ligne la précieuse boîte. Cinquante masques jetables pour 29,54 €. Un jour de distribution nous est notifié. Le 9 mai, on se présente avec le bon de retrait reçu par mail. Dans notre magasin, le caissier nous informe que les boîtes n'ont pas été livrées sans plus d'explications. Le bon n'est valable que le jour même, on s'empresse de refaire une commande en ligne. Nouvelle tentative le 16 mai après un autre mail de confirmation. Toujours rien ! Serait-ce de la fausse publicité et les masques un vulgaire produit d'appel ? Face à notre exaspération et notre insistance, le caissier passe un coup de fil, disparaît derrière une porte pour revenir deux minutes plus tard, avec deux boîtes de masques ! Pour nous et pour une cliente dans la même situation qui, elle, n'avait pas osé râler et que le magasin ne pouvait décemment laisser repartir les mains vides. NADIA DEHMOUS

BARAKATOU, LES MASQUES ET LE GESTE

3 500 masques gratuits, lavables, distribués en trois semaines et une couverture médiatique exceptionnelle, Barakatou, la boutique de textile est devenue la star du quartier.

La distribution gratuite des masques, c'était pour nous un geste citoyen face à la pénurie, comme il y en a eu tant dans toute la France, mais nous avons été totalement dépassés par le succès », explique Musa Faty. Avec Pathé N'Diaye, Musa est à la tête d'une boutique de bazin de haute qualité ouverte en 2018 à la Goutte d'Or. Dès la mi-avril, le commerce s'est lancé dans la confection de masques. « Au départ, nous les distribuons aux personnels soignants, aux militaires, aux policiers et aux pompiers dans notre ville de résidence »,

relate Musa Faty. « Le 18e n'est venu qu'après. Sans que l'on sache comment, pompiers et policiers de l'arrondissement nous ont demandé des masques ; et l'idée d'en distribuer aux habitants est venue. »

Trois semaines de folie

A raison de deux heures quotidiennes pendant trois semaines, les distributions se déroulent dans les règles. Puis l'initiative est communiquée aux médias. Un article est publié dans *Le Parisien*. S'ensuivront trois jours de folie (27 avril, 1er mai, 8 mai) avec une queue impressionnante que les TV ont relayé. « Le 27 avril, 500 masques sont partis en quarante-cinq minutes », se souvient Musa. La police s'en mêle et interrompt brutalement la distribution. « Le 8 mai, nous étions à l'intérieur sans savoir comment cela se passait dehors, les policiers sont arrivés et ont déclaré que plus de 700 personnes faisaient la queue et que les distances n'étaient pas respectées. »

Des représentants de la Mairie du 18e et des associatifs sont venus proposer leur aide. L'idée de distribuer les masques par les réseaux municipaux est envisagée avant d'être abandonnée. Finalement, le 10 mai, « une trentaine de bénévoles et jeunes du quartier contactés par la Mairie ont aidé à organiser la dernière journée de distribution. »

Musa Faty et Pathé N'Diaye garderont un souvenir fort de cette expérience. D'autant que Barakatou tient aussi une boutique à Dakar où elle a organisé également des distributions gratuites. « Certaines personnalités au Sénégal demandent au président Macky Sall que nous soyons décorés », conclut Musa Faty. Et la fabrication continue. « Début juin, nous allons livrer des masques à destination des Comores, les demandes ont été passées soit par mail, soit par des habitants du quartier originaires de là-bas. » ●

STÉPHANE BARDINET

VOTRE JOURNAL IMPRIMÉ EST DE RETOUR EN KIOSQUE !

Lorsque le confinement a été annoncé, notre imprimeur a dû fermer ses portes. Comme il n'était pas question de ne pas paraître, nous avons décidé d'éditer les numéros

281 et 282 en format numérique sur notre site www.18dumois.info où ils sont toujours disponibles en téléchargement gratuit. Certains parmi nos lecteurs n'ont pas accès au web et nous sommes

désolés qu'ils n'aient pu feuilleter leur journal favori. Mais après deux mois en ligne, nous voici de retour, toujours aussi décidés à vous informer. Et plus que jamais nous avons besoin de votre soutien. Notre

absence des kiosques a entraîné une diminution importante de nos recettes. Aussi faisons-nous appel à nos lecteurs. Si vous pensez important de maintenir une information locale indépendante de toute organisation politique, religieuse ou syndicale, si vous aimez *Le 18e du mois*, lisez-le et faites le connaître !

L'ÉQUIPE DU 18E DU MOIS

Le saviez-vous ?

Le 18e du mois existe depuis 1994. L'histoire de ses débuts a été écrite par un des fondateurs du journal, Jean-Yves Rognant. Extrait...

À L'ORIGINE...

Quelques dizaines d'habitants qui ont décidé de faire ce journal. Certains d'entre eux avaient ou avaient eu des responsabilités administratives, culturelles, syndicales, politiques assez diverses, d'autres étaient de simples citoyens. Ils se rencontraient dans des manifestations pour l'école,

contre la ghettoïsation, la montée de la misère, les expulsions d'habitants vers les banlieues, le bruit, la pollution. Ou bien dans des fêtes, à des spectacles, dans des bistrotts, ces bistrotts du 18e où l'on parle des heures, où l'on refait le monde. Ils faisaient le même constat : l'insuffisance de démocratie locale, et d'abord l'insuffisance d'information. Dans cet arrondissement, il se passe beaucoup d'événements, mais qui le sait ?

Sur un coin de table

La presse, les médias nationaux ou parisiens avaient tendance à décrire ce bout de Paris de façon négative. Ce 18e pétri d'histoire, composé de quartiers fort divers, nous semblait avoir besoin d'autre chose que de journaux électoraux ou de magazines publicitaires. Ainsi est née l'idée de créer un journal.

J'en parlais à ceux que je croisais. Cela suscitait sympathie et intérêt. Militant, artiste, journaliste, surveillant de lycée, artisan, chacun avait envie de parler de son 18e. On ébauchait sur un coin de table d'hypothétiques sommaires. Dans un café de la rue Duc, L'Alibi, les conversations débridées trouvaient une écoute, un écho : « Vous voulez créer un journal ? Ça m'intéresse ! Moi, je suis journaliste... Moi, je suis à telle association, j'aime écrire... C'est pour quand ce canard ? ». Avec Eric, Olivier, François, Gilles, Béatrice, Catherine, Fred, Myriam, Erwan, fin 1993, on se retrouve dans un appartement, rue Simart. J'appelle Noël, un ami : « Ça te dirait un journal de quartier ? ». Il en parle à Marie-Pierre, à Didier, à un autre Noël, à Alain, à Jean-Claude, aux dessinateurs Pinter, Sabadel... Petit à petit, une équipe se forme. En février 1994, dans un autre appartement, rue Custine, la décision est prise : on y va !

Premier numéro du 18e du mois, en novembre 1994.

UN PROJET ASSOCIATIF

Le journal est édité par Les Amis du 18e du mois, association qui compte à ce jour environ 150 adhérent(e)s. Il est indépendant de tout groupe commercial, financier, confessionnel ou politique.



ET DE NOS JOURS ?

Vingt-cinq ans plus tard, votre journal est toujours écrit et illustré par des bénévoles, habitants du 18e arrondissement. Chaque mois, nos rédacteurs, photographes et illustrateurs cherchent des sujets, rédigent des articles, prennent des photos, etc... Avant d'être imprimé rue Marcadet, le journal est maqueté et corrigé. Puis il est plié, mis sous enveloppe et diffusé, toujours par nos équipes, pour arriver enfin entre vos mains par le biais de nos différents points de vente ou par abonnement. En tout, une cinquantaine de bénévoles œuvrent tous les mois afin de vous tenir informés de la vie culturelle, sociale, associative, politique, sportive de vos quartiers et de votre arrondissement.

Le 18e du mois est le seul mensuel de ce type à Paris.



**VOUS VOULEZ
NOUS SOUTENIR ?
ABONNEZ-VOUS !**

Abonnement au mensuel *Le 18e du mois*

- p Je m'abonne pour 6 mois (6 numéros) :17€
- p Je m'abonne pour 1 an (11 numéros) :29€
- p Je m'abonne pour 2 ans (22 numéros) :56€
- p Abonnement d'un an à l'étranger :35€

Adhésion à l'association des Amis du 18e du mois

- p J'adhère pour 1 an :20€
- p J'adhère pour 2 ans :40€
- p Je soutiens l'association :80€
(comprend abonnement et adhésion pour 1 an)

Remplir en lettres capitales et envoyer avec le chèque à l'ordre de « Les Amis du 18e du mois », 76, rue Marcadet 75018 Paris :

Nom :
Prénom :
Adresse :
E-mail :

Si vous souhaitez recevoir une facture, veuillez cocher la case ci-après : ☐

Adresse : Les Amis du 18e du mois 76 rue Marcadet 75018 Paris - courriel : 18dumois@gmail.com - Site : <http://18dumois.info>

MONTMARTRE, PIGALLE, LA FOURCHE À L'ÉCRAN

De longue date, Paris a été le cadre de nombreux tournages. Notre arrondissement n'est pas le moins filmé, qu'il s'agisse d'y tourner en extérieur ou en studio. Panoramique sur quelques films d'hier, plus ou moins demeurés dans nos mémoires.

Une rareté pour commencer cette traversée cinématographique : *La vie est à nous*, un film de propagande (ou de militance politique, c'est selon) réalisé par des cinéastes et des hommes politiques sous la direction de Jean Renoir, à la demande du Parti communiste français, pour la campagne des élections législatives qui aboutirent à la victoire du Front populaire en 1936.

Le film mêle habilement matériel documentaire, épisodes mis en scène, discours enflammés des dirigeants communistes, notamment Maurice Thorez, applaudissements nourris et scènes de foule enthousiaste. Dès la première séquence, Renoir met en contraste la leçon d'un instituteur sur la beauté, l'harmonie, la richesse de Paris, Ville Lumière, et la réalité sociale vécue par ses élèves dans la triste et déshéritée banlieue où ils habitent. La plupart des scènes suivantes s'inscrivent résolument dans un contexte de lutte contre les 200 familles qui monopolisent les richesses et exploitent les travailleurs, avec, en arrière-plan, la montée du fascisme en Europe et les menaces de guerre. Des ouvriers

déclenchent une grève contre les cadences infernales et s'insurgent contre le licenciement d'un vieux travailleur. Un groupe de militants communistes s'opposent à la saisie des biens d'un paysan. Un jeune chômeur diplômé que la faim tenaille reçoit le soutien du parti. Un vendeur de *L'Humanité*, agressé par des fascistes, est défendu par la population d'un marché. Le film s'achève sur les plans d'une foule entonnant *L'Internationale*.

Un trésor au fond des archives russes

Aucune scène n'a été tournée en extérieur, mais celles de fiction l'ont été dans les célèbres studios de la rue Francoeur. Financé par les collectes auprès des militants, le film ne reçut pas de visa de censure pendant la période du Front populaire (ce qui montre à quel point les socialistes et les radicaux de gauche se méfiaient du parti de Thorez et de Duclos...) mais il fut néanmoins projeté à la Bellevilloise, dans des ciné-clubs et des soirées privées. Le négatif fut saisi par les nazis pendant la guerre et il fallut attendre trente ans pour qu'on le retrouve dans les coffres des immenses archives russes à Moscou. La diffusion

commerciale eut lieu en 1969. Parmi l'équipe des assistants réalisateurs, s'imposent les noms d'Henri Cartier-Bresson et de Jacques Becker ; parmi les acteurs, ceux de Jean Renoir, Jean Dasté, Marcel Cachin, Madeleine Sologne, Roger Blin, Julien Bertheau... S'il peut apparaître aujourd'hui, malgré sa générosité, caricatural par certains de ses aspects, le film est un témoignage historique unique sur l'esprit de 1936. L'enthousiasme populaire que les images montrent, au-delà des slogans, sous le regard bienveillant de Renoir, constitue un document essentiel dans l'histoire des luttes ouvrières. Une version restaurée du film a été présentée en 2016 et il est désormais possible de le voir sur Internet*.

Dans un registre très différent, l'assistant de Renoir, Jacques Becker, tourne en 1947 *Antoine et Antoinette*, une jolie histoire d'amour dans le Paris de l'après-guerre, celui du rationnement. Le scénario et les dialogues sont écrits par la jeune Françoise Giroud. Nous sommes ici à la lisière du 18e, puisque plusieurs scènes sont tournées avenue de Saint-Ouen et à la station de métro La Fourche. Qu'importe ! Le film restitue avec beaucoup de fraîcheur et de joie simple l'ambiance de ce quartier populaire.

Une histoire d'amour avenue de Saint-Ouen

Antoine travaille dans une imprimerie. Antoinette, simple employée, est en charge du photomaton dans un grand magasin. Ils sont mariés et très amoureux l'un de l'autre... Après leur journée de travail, ils regagnent chacun leur logement – le premier à vélo, la deuxième en métro – font leurs courses et retrouvent leur nid douillet. Un jour, le couple se retrouve en possession d'un billet de loterie qui pourrait leur faire gagner 800 000 francs, de quoi s'acheter le side-car de leurs rêves. Mais au grand dam de son détenteur, un coup du sort entraîne la perte du ticket. Le rêve s'écroule, mais l'amour triomphera de l'amertume.

Becker, à la différence de Renoir, a une grande connaissance du cinéma américain, et il sait prendre ce qu'il y a de meilleur dans ce cinéma – économie de moyens, rapidité narrative, création d'univers – tout en refusant la lourdeur des intrigues : « *C'est le côté entomologiste que j'ai peut-être : ça se passe en France, je suis Français, je travaille sur des Français, je regarde des Français, je m'intéresse aux Français.* » Les comédiens sont formidables, non seulement les deux amoureux Roger Pigaut et Claire Mafféi, mais aussi les seconds rôles, Noël Roquevert et Annette Poivre. Au Festival de Cannes, dont c'était la deuxième édition, le film obtint le Grand Prix « catégorie films psychologiques et d'amour ».

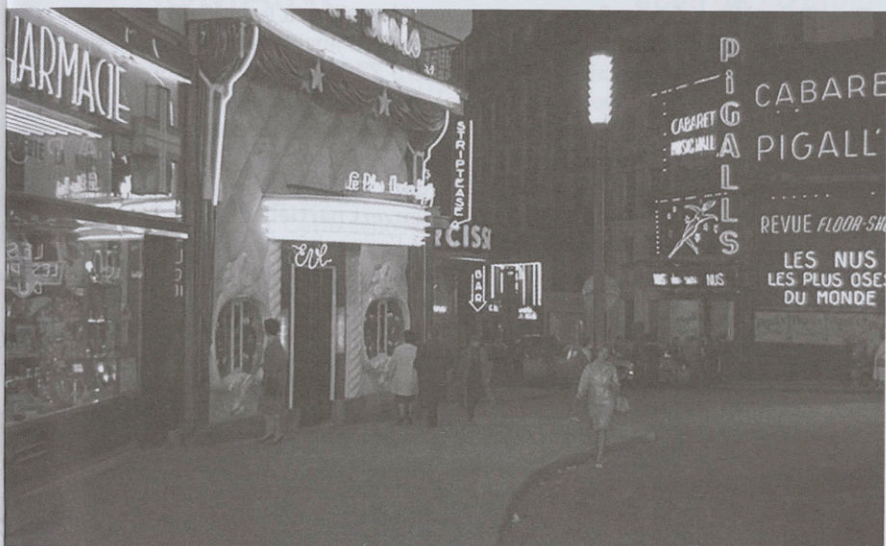
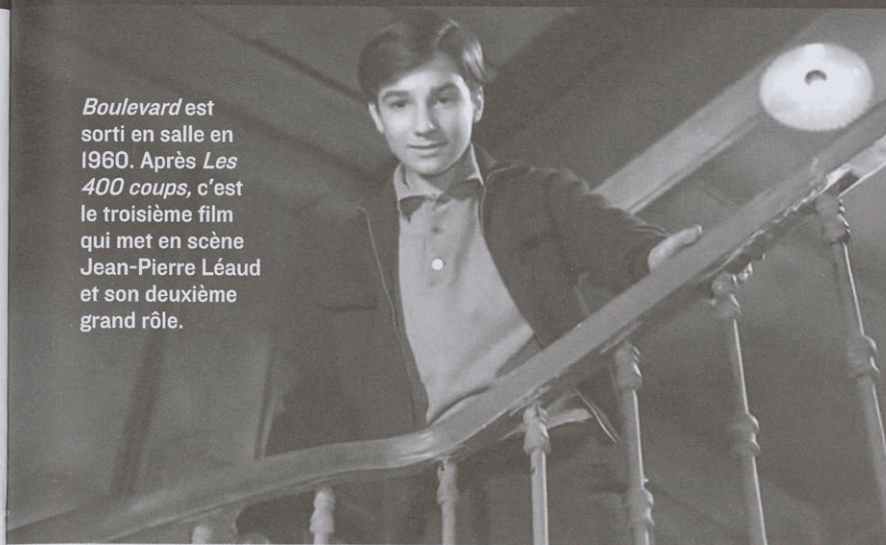


La vie est à nous est un film commandé par le Parti communiste français pour la campagne électorale du Front populaire. Il est réalisé par Jean Renoir qui a pu compter sur la participation bénévole des techniciens et artistes.



En 1947, *Antoine et Antoinette* est salué par le Grand Prix du Festival international du film « catégorie films psychologiques et d'amour ».

Boulevard est sorti en salle en 1960. Après *Les 400 coups*, c'est le troisième film qui met en scène Jean-Pierre Léaud et son deuxième grand rôle.



« *Boulevard* nous fait pénétrer dans les mansardes d'un immeuble situé place Pigalle, où vit une faune étrange, ardente et querelleuse. »

Julien Duvivier partage avec Jacques Becker le génie du lieu et des personnages, mais son univers est plus âpre, noir, désenchanté. Paris est le décor de grand nombre de ses films. L'action d'*Untel père et fils* tourné en 1940, pendant la drôle de guerre, se déroule à Montmartre, celui de la guerre de 70 et celui des années 1910. Mais il s'agit d'un Montmartre entièrement reconstitué dans les studios de La Victorine à Nice.

Une comédie policière au pied de la Butte

En 1957, il réalise *L'homme à l'imperméable*, d'après le roman de James Hadley Chase, *Fugue pour clarinette*, dont la scène la plus macabre se déroule rue Saint-Vincent, au pied de la Butte, là où, au tout début de *La Bandera* (1935), Jean Gabin commet le meurtre qui le conduira à s'engager dans la légion. Le scénario et les dialogues ont été écrits par René Barjavel et Duvivier lui-même.

Albert est un clarinettiste ponctuel et sérieux qui joue, tous les soirs, au théâtre du Châtelet la même partition depuis dix ans. Un soir, pourtant, il arrive en retard, juste à temps pour attaquer son petit solo qui précède le grand air du premier acte : il a dû conduire à la gare sa femme qui le quitte (provisoirement) pour la première fois depuis leur mariage. Son ami Blondeau, hautboïste, en profite pour lui vanter les charmes d'Eva, une choriste « facile », et glisse dans la poche d'Albert l'adresse de la dame. Tenté par l'aventure, Albert file chez Eva, rue Saint-Vincent. À son arrivée, celle-ci tombe dans ses bras... un poignard dans le dos. Pour que Marguerite, sa femme, n'apprenne rien de cette

situation embarrassante, Albert ne prévient pas la police. Mais il est l'objet du chantage d'un de ses voisins qui lui fera vivre des heures terriblement angoissantes...

La distribution a belle allure : Fernandel, Bernard Blier, Judith Magre, Jacques Duby... Le film est sélectionné pour l'Ours d'or de Berlin.

Quelques années plus tard, Duvivier tourne *Boulevard*. Montmartre y occupe une place de choix. Le film, adapté du roman éponyme de Robert Sabatier, nous fait pénétrer dans les mansardes d'un immeuble situé boulevard de Clichy, place Pigalle, où vit une faune étrange, ardente et querelleuse. L'essentiel du décor a été construit dans les studios de Boulogne, mais plusieurs scènes sont filmées en extérieur, place Pigalle, place du Tertre, et aux Abbesses. Le scénario est bien ficelé. Jojo (Jean-Pierre Léaud) a quitté le domicile familial pour fuir sa belle-mère qui le déteste depuis toujours, et vit dans une chambre de bonne sous les toits, à Pigalle... Il se choisit pour famille

le petit monde des marginaux du Boulevard. Parmi ses nombreux voisins il y a la superbe Jenny Dorr, une danseuse de boîte de nuit, dont il rêve de devenir l'amant. Mais il n'a que seize ans, et Jenny, qui sait se montrer aimable et maternelle, ne veut pas d'une relation amoureuse. Pire, elle devient la maîtresse de Dicky, un boxeur médiocre qui fréquente les cafés malfamés. Le garçon qui est sans ressources doit absolument trouver du travail, d'autant plus qu'il courtise Marietta, l'une de ses autres voisines, d'un âge plus compatible avec

le sien. La vente illégale de journaux et de magazines lui procure quelques sous, mais il est démasqué et poursuivi par un inspecteur de police dans les rues de Montmartre. Il tente alors de se suicider en sautant du toit de sa maison...

Terrain de jeu pour Jean-Pierre Léaud

Le film, qui s'ouvre sur un plan en plongée de la place Pigalle, la nuit, avec en fond sonore la voix chaude de Jean-Claude Pascal interprétant *Le soleil de Pigalle* (« *C'est le néon qui régale les pigeons du joli boulevard...* ») est une rare illustration de l'ambiance de l'un des quartiers chauds de Paris, à cette époque.

Le public retrouve Jean-Pierre Léaud qu'il a découvert, l'année précédente, dans *Les 400 coups* de François Truffaut. Rappelez-vous, l'histoire d'Antoine Doinel, cet écolier de treize ans, rêveur rebelle et turbulent. Le garçon, en manque d'affection, sèche les cours en compagnie de son copain René. Un jour, pour justifier son absence, il prétend que sa mère est morte. Quand la supercherie est découverte, il tombe dans la marginalité et la délinquance : fugues et menus larcins sont au menu de ses journées. Le juge des mineurs décide alors de le placer dans un centre spécialisé où la discipline est rude. Un jour de sortie, Antoine s'évade et file vers la mer.

Pour le tournage, Truffaut a choisi ses quartiers préférés, situés dans le 9e et le 18e, ceux où il a grandi. Sur la place Gustave Toudouze, se trouve la maison d'Antoine, au 16 de la rue Pierre Fontaine, la soupente d'où partent les fléchettes lancées par les sarbacanes. La mère et son amant s'embrassent place Clichy, les deux jeunes héros rêvent d'aventures devant la brasserie Wepler, et le Gaumont Palace apparaît encore dans toute sa magnificence lorsque la famille va passer la soirée au cinéma...

Dans le film, on croise Jeanne Moreau, Jean-Claude Brial, Jean Constantin, Henri Virlogeux, Philippe de Broca, Jacques Demy. On entend les voix de Jean-Luc Godard, Jean-Paul Belmondo... C'est le début de la Nouvelle Vague.

À la fin de sa vie Truffaut écrivait à l'un de ses amis : « *Si nous devenons plus ou moins gâteux, les seuls souvenirs toujours frais et vivaces qui défileront sans cesse devant nous comme un film monté en boucle, eh bien, ce seront ceux qui vont de Barbès à Clichy, des Abbesses à Notre-Dame-de-Lorette, du ciné-club Delta au Champollion...* » ● DOMINIQUE DELPIROU

* <https://parcours.cinearchives.org/Les-films-565-16-0-0.html>



Prix de la mise en scène au Festival de Cannes en 1959, *Les 400 coups* est entièrement filmé en décor réel, notamment à Montmartre.

EXPOS

LES MUSÉES DU 18^E SORTENT DU CONFINEMENT

La Halle Saint-Pierre et le Musée de Montmartre ont réouvert leurs portes. Le Bal travaille encore aux adaptations nécessaires. Comment concilier leur géographie et leur situation économique avec les exigences sanitaires ?

La Halle Saint-Pierre, au pied de la Butte, est le haut lieu parisien de l'art brut. Comme l'explique sa directrice, Martine Lusardy : « Ce n'est pas un musée où le public se presse, même si nos expositions rencontrent un franc succès. » Outre les deux étages d'exposition, le rez-de-chaussée offre un espace librairie et un salon de thé, fréquentés non seulement par les visiteurs, mais aussi par les habitants du quartier. « On est une équipe de seize personnes, qui sont toutes là pratiquement depuis le début. La Halle est au cœur de nos vies, chacun se sent responsable. » Le projet du lieu est porté par tous, impliqués à tous les niveaux, permettant selon la directrice, de penser une réouverture assez facile.

La librairie, déjà ouverte, a été agrandie sur l'espace de restauration et un « *expresso à emporter* » est possible. Les horaires sont souples, « l'équipe est disponible pour le public, on peut même imaginer des rendez-vous à la carte pour ceux qui souhaitent visiter l'exposition en cours », Roger Ballen (lire notre numéro 277). L'exposition doit d'ailleurs être à nouveau accessible le 8 juin. Il y a bien sûr du gel à l'entrée, la protection des personnels est assurée, mais les masques ne sont pas obligatoires. « Nous avons une façon de travailler différente. Je ne crois pas au télétravail, poursuit Martine Lusardy, il n'y a pas de cadre et le contact humain est irremplaçable, il est de l'ordre de l'émotion, de l'affect. Notre corps intervient dans notre connaissance du monde. Nous sommes contents de rouvrir pour voir les gens, les laisser toucher des livres. »

Imaginer, trouver ses marques

A l'autre bout de l'arrondissement, pour Le Bal, espace d'exposition, de réflexion et de pédagogie dédié à l'image-document, la question de la réouverture est épineuse, car liée à la configuration du lieu. En effet, il a été conçu comme un tout, café, librairie et salles d'expositions intimement imbriqués spatialement et participant aux activités proposées autour des expositions, conférences, signatures de livres, concerts, cycles de réflexion... Sans oublier le programme pédagogique national, la Fabrique du regard,

avec sa plateforme numérique d'éducation à l'image, Ersilia, qui a explosé durant le confinement. Elle propose en effet une formation en ligne qui permet aux enseignants de travailler autrement avec leurs élèves sur l'image. Elle était essentielle en cette période de fermeture des établissements scolaires. « Si le café reste fermé, ce sera sinistre, l'agencement du lieu fait que c'est compliqué », soupire Diane Dufour, directrice du Bal. « Le public doit aussi trouver ses marques, va-t-il se déplacer dans le nord de Paris, avec les questions de gardes d'enfants, de transport...? »

Le 104, c'est pour bientôt !

Circulation(s), l'exposition annuelle dédiée aux jeunes talents européens de la photographie, en association avec Fetart, ouvre dès les premiers jours de juin, en principe. Et le 104 annonce une nouvelle saison « *démultipliée, intense* », pour début septembre. 5 rue Curial (19e), 104.fr

A la mi-mai, la librairie a rouvert partiellement, tous les samedis de 14 h à 17 h, uniquement pour les retraits de commandes en ligne ou sur rendez-vous préalable (contact : lauriola@le-bal.fr).

Le Bal en télétravail

Depuis le début du confinement, l'équipe de vingt personnes est en chômage partiel, télé-travaille mais ne chôme pas : elle envisage l'extension de la librairie sur le café pour la réouverture, espérée en juin. Elle gère la plateforme, poste une newsletter, portée par cinq des membres de l'équipe, devenue hebdomadaire au lieu de mensuelle et alimente la curiosité des curieux de la photographie.

« Nous avons à repenser l'adaptation de ce qui fait la nature profonde du Bal : nous n'annulons aucun évènement, nous reportons mais au delà de la gestion des

gestes barrières, de l'accès, de la transformation du café, nous devons imaginer une présence éditoriale plus importante. Le Bal est une maison, très conviviale et nous avons l'appétit et la nécessité de rouvrir. »

L'exposition de Yasmina Benabderhamane, La Bête qui a commencé juste avant le confinement, se poursuivra jusqu'en août (lire notre numéro 279). Début septembre, Le Bal présentera l'exposition du photographe, peintre et vidéaste brésilien, Miguel Rio Branco.

Quant au Musée de Montmartre, il a rouvert partiellement le 30 mai. Seule l'exposition qui s'y tenait au moment du confinement, Otto Freundlich (lire ci-dessous) est accessible. La circulation des visiteurs (obligatoirement masqués) a été réorganisée pour éviter les croisements. Visites en groupes et nocturnes sont suspendues. Les collections permanentes et le café restent fermés au public. ● DOMINIQUE BOUTEL

Halle Saint-Pierre, 2 rue Ronsard, métro Anvers, hallesaintpierre.org

Le Bal, 6 impasse de la Défense, métro Place de Clichy, le-bal.fr

Musée de Montmartre, 12 rue Cortot, métro Lamarck-Caulaincourt, musee-demontmartre.fr

PEINTURE

UN ARTISTE HUMANISTE EN GAGÉ À (RE)DÉCOUVRIR ?

Poursuivant ses hommages à des artistes ayant participé à la vie artistique montmartroise, le Musée de Montmartre propose « La révélation de l'abstraction », autour d'Otto Freundlich, peintre peu connu du grand public.

Acôté du Bateau Lavoisier, débarque en 1908 à 30 ans Otto Freundlich, peintre prussien et d'origine juive, proche des mouvements artistiques modernes, en particulier Kandinsky et Klee. Il y rencontre Picasso, qui deviendra un ami et un soutien toute sa vie, ainsi que les autres artistes qui font l'avant-garde



Composition inachevée (1943). Gouache sur carton, 65 x 50 cm

© Musée de Pontoise

à Montmartre, Max Jacob, Apollinaire, Braque, Derain.... Puis il s'installe au 55 rue des Abbesses, où il donne naissance à son premier tableau abstrait, *Composition*. Venu à Paris par curiosité pour cette ville où souffle un vent de liberté, il y construit un langage pictural très personnel qui le conduit jusqu'à cette « révélation » de l'abstraction. Son séjour à Chartres en 1914 marque durablement son oeuvre et sa réflexion sur la spiritualité de l'art et son travail sur la lumière. Il y produira des vitraux, dont certains sont présentés à la basilique du Sacré-Cœur, partenaire de l'exposition.

Otto Freundlich finit par se fixer définitivement à Paris en 1925, dans le 5e arrondissement, rejoint les groupes « Cercle et carré », et « Abstraction-création », expose avec les Delaunay, Fernand Léger, non seulement à Paris mais aussi en

Allemagne où il côtoie Max Ernst et les mouvements Dada.

Avec l'arrivée du nazisme en Allemagne, son oeuvre est stigmatisée et en partie détruite : c'est même sa sculpture Grande Tête de 1912 qui fera la couverture du catalogue de l'exposition itinérante « L'art dégénéré » qu'organisent les nazis pour discréditer les artistes contemporains innovants.

Persécuté et lumineux

Rattrapé par l'histoire, il échoue à obtenir la nationalité française en 1939, sera enfermé dans différents camps, puis relâché grâce au soutien de ses amis artistes dont Picasso. A nouveau dénoncé dans les Pyrénées orientales où il s'est réfugié, il est déporté au camp de Sobibor en Pologne où il est assassiné dès son arrivée, le 9 mars 1943.

Outre son oeuvre picturale, Otto

Freundlich lègue une réflexion profonde sur les questions de la représentation en art et sur l'abstraction dans l'ouvrage *Les chemins de l'art abstrait*. Mais c'est aussi le destin bouleversant d'un artiste humaniste, préoccupé par la rencontre des peuples, engagé contre le racisme et la xénophobie, persécuté, mais lumineux comme son oeuvre, que retrace cette très belle exposition, ponctuée de citations choisies dans ses écrits, de documents autobiographiques et de nombreuses oeuvres, prêtées par le musée de Pontoise qui en est le plus important dépositaire. ●

DOMINIQUE BOUTEL

Jusqu'au 31 janvier 2021, Musée de Montmartre, de 10 h à 19 h, 12 rue Cortot, métro Lamarck-Caulaincourt ou Anvers, 01 49 25 89 39, musee-demontmartre.fr

Aujourd'hui, cette diversité se remarque par la multiplicité des spectacles dans la semaine, plus d'une dizaine, la présence de séances pour les enfants y compris les tout-petits, sans oublier des cours pour enfants et adultes.

« On sera bientôt à sec »

Le Covid-19 a tout bousculé. De septembre à décembre 2019, la fréquentation mensuelle du Pixel était passée de 500 à 800 spectateurs. Les longues semaines de grève des transports suivies très vite par les deux mois de confinement ont anéanti tous les efforts. Heureusement que la masse salariale est très faible : simplement les profs de théâtre. Mais comment faire face au loyer et aux diverses charges ? Les gérants restent confiants : « On compte contracter un prêt de 5000 à 6000 euros garanti à 90 % par l'État. Mais cela nous oblige à prendre un expert-comptable, ce qui, pour une petite association comme la nôtre, n'était pas obligatoire », ajoutent Husny et Sylvain. Prudents, les deux gérants avaient constitué des réserves, mais « on sera bientôt à sec ».

Inventifs, ils ont commencé à mettre le théâtre à disposition de troupes qui veulent répéter, manière de générer quelques rentrées d'argent.

Pas simple d'ouvrir avec 20 places

Le seul sujet qui les fait sortir de leurs gonds, c'est le ministère de la Culture. « Sur leur site, il n'y a aucune information concernant les structures comme la nôtre. Leur devise, c'est : "Démérdez-vous !" » Pour la rentrée, Sylvain et Husny, aidés bénévolement par Gérard Lipperte, réfléchissent à une réorganisation de l'espace. Une place sur deux pour respecter les distances, cela aboutirait à une vingtaine de tickets vendus. Autant dire que les compagnies, qui versent au théâtre un minimum garanti de 160 € par représentation, auraient du mal à s'y retrouver. De toute façon, la première difficulté va être de faire revenir les spectateurs dans un lieu aussi confiné. Sacré casse-tête ! En attendant, le trio du Pixel s'accroche à l'idée d'une reprise. Le premier spectacle programmé, c'est Dom Juan, le 12 septembre. Brûlons des cierges... ● NOËL BOUTTIER

Théâtre Pixel, 18 rue Championnet, métro, métro Simplon, theatrepixel.org



Expo hommage

HENRI LANDIER À ROMAINE

Jusqu'au 5 juillet, Atelier d'art Lepic, 1 rue Tourlaque, métro Abbesses, du mardi au dimanche de 14 h à 19 h, 01 46 06 90 74, artlepic.org, entrée libre avec port du masque et respect des distances de sécurité.

Henri Landier a perdu sa muse quand Romaine sa femme, est décédée en novembre dernier. Cette expo hommage rassemble une soixantaine d'oeuvres consacrées à celle qui l'a inspiré pendant presque six décennies. De sa jeunesse (*Romaine à la mèche bleue*) à l'âge d'être grand-mère (*Maminou et Parfum de pêche*), en passant par l'amante (*Nu estival*), la voyageuse (*Confidences pragueuses*), la mère (*Maternité jaune*), ces portraits évoquent toutes les facettes de la vie et de la forte personnalité de l'inspiratrice (*Quiétude de la rêveuse*, *Romaine au chapeau de paille*). Dessins, gravures, huiles, gouaches, aquarelles subliment l'intimité d'un couple à travers des lieux et des instants qui ont jalonné la vie du peintre et de sa muse (*La liseuse au scarabée devant Sainte-Victoire*) et mettent en valeur les évolutions de l'art du peintre (*Romaine au kimono*). A.K.

DIFFICILE RÉOUVERTURE

PIXEL, PETIT THÉÂTRE, MAIS ON FAIT LE MAXIMUM

Au-delà des deux mois de confinement, l'inconnue d'une éventuelle réouverture est une épée de Damoclès pour une structure déjà si fragile.

On est sur le qui-vive, ici c'est l'improvisation permanente », expliquent les deux propriétaires du théâtre, Husny Hasan et Sylvain Mély. Le théâtre Pixel (38 places),

situé dans le quartier Simplon, occupe une place singulière dans le paysage du 18e. Il a été repris voici cinq ans par ces deux fondus de théâtre qui ne sont pas des professionnels. L'un est informaticien, l'autre a longtemps travaillé pour un huissier. En reprenant ce lieu qui existait déjà depuis une dizaine d'années (c'était un garage Harley Davidson), ils ont voulu faire vivre une vision de la culture : « J'aime participer à la vie culturelle, explique Husny. Nous avons choisi d'ouvrir le théâtre à de nouveaux genres, comme le tango, la musique classique, notamment. »



Jean-Claude N'Daye

LITTÉRATURE JEUNE PUBLIC

UN PRIX SCOLAIRE POUR L'ÉCOLOGIE

Le Petit Felipé, un prix littéraire axé sur l'écologie décerné par un jury d'enfants sera voté en juin et remis en novembre grâce à l'ingéniosité de ses organisatrices.



Mobiliser les enfants sur des questions d'écologie, les motiver à lire en leur faisant élire leur album préféré, les initier à la pratique démocratique du vote, leur permettre la découverte d'auteurs et d'illustrateurs, favoriser les rencontres inter-quartiers, tel sont les buts que s'est donné le Festival du livre et de la presse d'écologie, en créant en 2004 le Petit Felipé.

La crise du coronavirus a compliqué l'édition 2020 et l'organisation du vote est encore en question. Isolés, enveloppes, urnes devront peut-être attendre l'année prochaine pour remplir à nouveau leur fonction. Mais, quoi qu'il arrive, les enfants voteront fin juin, et les quatre Prix (deux pour le texte, deux pour l'illustration) seront

remis le 14 novembre, à Ground Control (dans le 12^e arrondissement) lors de l'ouverture de la 18^e édition du festival. Espérons que les enfants pourront être au rendez-vous en « présentiel », comme on dit maintenant !

Pour les petits et les plus grands

Au menu, douze albums, parus en 2019, qui parlent de nature et d'environnement. Il y est question d'animaux lointains ou proches, de plantes, de façons de manger, d'océans et de biodiversité. Les livres sont sélectionnés par un comité de sélection, notamment Danielle, animatrice et militante écologiste, Alice, éditrice, Mélanie, de la librairie montmartroise, maintenant fermée, Les 3 sœurs et Christine, directrice du Centre Paris Anim' La Chapelle.

Divisés en deux tranches d'âge, 6-7 ans pour le prix du Tout Petit Felipé, et 8-11 ans pour le Petit Felipé, les élèves des écoles Françoise Dorléac A et B, Foyatier, les enfants inscrits au centre Paris Anim' La Chapelle mais aussi depuis cette année ceux de l'école d'Entrevignes dans les Alpes de Haute-Provence sont les membres du jury.

« Ces sujets rencontrent une bonne réceptivité de la part des enfants », affirme Julien, l'un des enseignants impliqués pour la deuxième année dans ce prix avec sa classe de CE2 à Foyatier. « Et l'association nous laisse libres de traiter les sujets comme on veut. Moi, j'ai organisé des cercles de lecture, mes élèves sont allés présenter les livres aux autres classes. Depuis le confinement, j'ai scanné certains livres, surtout les documentaires qui s'y prêtent bien. »

Semur de vocations

Jessica, enseignante de CE1 à Françoise Dorléac, est surtout motivée par la philosophie du prix : « On y a de la considération pour l'enfant. Cette année, le prix trouve un sens supplémentaire. Avec le confinement, les

enfants sont coupés du vivant, cela renforce la nécessité du rapport au vital, au lien avec la nature. »

Depuis deux ans on pourrait penser que la nature, bien malmenée, met des bâtons dans les roues de ce prix pourtant plein d'espoir. L'année dernière, la canicule a en partie empêché la remise du Prix prévue à la Recyclerie. Cette année, le virus a interdit les rencontres avec les auteurs et les débats... Qu'à cela ne tienne : les organisatrices ont affronté le monde de l'internet et ont tourné des vidéos dans lesquelles les livres sont lus et feuilletés à l'écran, puis envoyés aux enfants.

En préparation, et peut-être en direct si la technique veut bien suivre, un rendez-vous avec Alice l'éditrice, expliquant la chaîne de fabrication d'un livre, sera proposé aux enfants. Peut-être l'occasion de faire naître des vocations car lors des éditions précédentes, il s'est toujours trouvé un enfant pour affirmer : « Moi, quand je serai grand, je serai éditeur ! ». ● DOMINIQUE BOUTEL

<https://www.festival-livre-presse-ecologie.org/>

**Au cœur du 18^e,
un imprimeur près de chez vous !**

promoprint
imprimerie offset et numérique

IMPRESSION TRADITIONNELLE & NUMÉRIQUE
COULEUR & NOIR/BLANC - KAKÉMONO

IMPRIMERIE
Brochures, livrets, chemises, plaquettes, liasses, autocopiantes, fêtes de lettre, affiches, etc.

IMPRESSION NUMÉRIQUE
Manuels techniques, dossiers de presse, lettres d'informations, manuels de formation, thèses, mémoires, etc.

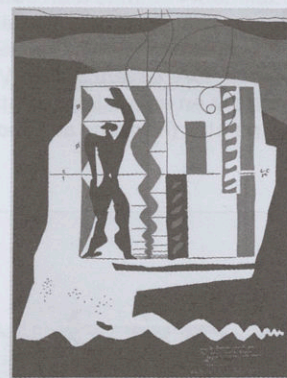
PROMOPRINT imprimerie offset et numérique
79 rue Marcadet 75018 Paris • Tél : 01 53 41 62 00 • Fax : 01 53 41 62 02
contact@promoprint.fr • www.promoprint.fr

Lithographies

AFFICHES DE L'IMPRIMERIE MOURLOT

Jusqu'au 31 août, Atelier Véron, 31 rue Véron, métro Blanche, tous les jours de 11 h à 19 h, 01 55 79 01 58, atelier-veron.com

Pour sa réouverture, la galerie d'art propose, comme en octobre dernier, les lithographies de l'imprimerie Mourlot. Les affiches de Matisse, Miro, Chagall, Picasso, Braque, Cocteau, Le Corbusier (photo) sont dues à l'art du maître lithographe. Picasso a travaillé à l'atelier de 1945 à 1969, produisant lui-même plus de 400 lithographies et donnant ainsi une dimension nouvelle à cette technique. Beaucoup d'artistes ayant travaillé avec Mourlot ont un lien étroit avec Montmartre : Vlaminck et Utrillo furent les premiers, d'où le double intérêt de cette exposition. Les vernissages et les expositions d'artistes contemporains reprendront en septembre. Les visiteurs peuvent profiter de la terrasse de la galerie, un bonus en ce moment ! A.K.



Cinéma

PROJECTIONS EN PLEIN AIR

Shakirail, 72 rue Riquet, chaque vendredi de 21 h 30 à 23 h, www.facebook.com/leshakirail.

Le Shakirail propose des projections cinématographiques sur le mur du bâtiment mitoyen, visibles depuis la rue Riquet. Trois séances ont déjà eu lieu les 9, 22 et 29 mai. Un documentaire sur la production des Côteaux du Layon (un cru angevin) mais aussi des courts ou longs-métrages, des films d'animation, burlesques ou muets ont déjà été présentés. Outre le plaisir des voisins et des passants, il s'agit d'afficher son soutien au cinéma La Clef (5^e arrondissement), dernière salle associative de Paris, occupée depuis septembre pour éviter sa fermeture totale. Une façon d'affirmer sa solidarité entre tiers lieux culturels. S.M.

PAR DANIEL CONROD

DICTIONNAIRE À L'USAGE DU COVIDIEN AMATEUR (2)



Les mots de la pandémie nous touchent autant qu'ils bouleversent la société. Suite des réflexions engagées dans notre numéro 282.

Afrique : toujours promise à la catastrophe. Jamais créditée de sa propre légitimité sanitaire (HIV, Ebola). Devait être submergée sinon emportée par la vague covidienne. Ne l'a pas été. Inspire respect et modestie.

ARS (Agences régionales de santé) : chaussures de plomb, là où il aurait fallu des paires de baskets ou des espadrilles.

Beau geste : l'œuvre en noir et blanc offerte par le street artiste anglais Banksy à l'hôpital de Southampton et représentant un enfant à genou agitant d'une main triomphale une poupée-nurse masquée tandis que son Batman et son Spiderman gisent dans une poubelle. L'œuvre s'appelle *Game changer* (Changer la donne).

Biens communs : le vaccin ouvrira-t-il la voie ?

BoJo alias Boris Johnson : politicien habile et paresseux. Covidosceptique notoire. Nonobstant res-

capé in extremis du Covid-19. La bonne volonté des Britanniques à l'égard de sa gestion erratique de la pandémie force l'admiration de la presse anglo-saxonne. N'est pas Churchill qui veut.

Brutalité : syndrome autoritaire polymorphe récurrent (SAPR) associé à la gestion politique du coronavirus. S'est épanouie un peu partout à la surface du globe à coups d'états d'urgence à durée variable, de restrictions en tout genre, de violences policières, de surveillance numérique, d'expulsions massives, etc. Fait craindre pour la suite. Difficilement curable.

Cabane (complexe de la) : on est si bien chez soi. Sonne plus joliment en anglais : *cabin fever*. Ne concerne ni les enfants maltraités ni les femmes battues ni les familles nombreuses ni les mal-logés ni les adolescents de Bobigny ou de Saint-Denis ni les travailleurs de l'économie informelle ni la très grande majorité des invisibles (liste à compléter).

Chloroquine : élixir de jouvence pour chefs d'État mégalomaniaques et leurs imitateurs. Fait partie du package populiste.

Colèravirus : collage harmonieux de lettres de couleurs sur un mur de la rue d'Aubervilliers.

Compassion : n'a pas été aimée autant qu'elle aurait dû l'être. Comme un trou de mémoire dans les discours politiques internationaux.

Déconfinement : moins pire qu'attendu. Ne pas s'en plaindre.

Dégâts collatéraux : dans son livre *L'Etrange défaite* (1946) consacré à la bataille de France de 1940, l'historien français Marc Bloch écrit notamment : « *Beaucoup d'erreurs diverses, dont les effets s'accumulèrent, ont mené nos armées au désastre. Une grande carence, cependant, les domine toutes. Nos chefs ou ceux qui agissaient en leur nom n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle et c'est peut-être là ce qu'il y a eu en lui de plus grave.* » A méditer pour la suite.

Deuil de masse : la mort covidienne ne se chante pas ni ne se pleure. Elle n'a pas de corps. Elle n'est qu'un nombre qui ne sent rien. Restera comme un des impensés de la pandémie.

Essentiels : on connaissait l'essentiel de Saint Exupéry, présumé invisible pour les yeux. Se dit maintenant de certains métiers peu qualifiés, mal payés et jugés jusque-là d'intérêt mineur. S'oppose aux métiers non essentiels tenus auparavant par les premiers de cordée et autres startapers. Ne pas en tirer de conclusions hâtivement optimistes.

Été apprenant : vient après le confinement cultivé des populations adultes, indissociable des pratiques sportives intensives en appartement. Vise à étancher l'appétit culturel insatiable des enfants et des adolescents. Permet d'occuper les artistes en été et de prévenir la peur du vide chez les plus fragiles d'entre eux. Compulsion technocratique.

Famine : pour faire savoir qu'ils ont faim, les Colombiens accrochent un chiffon rouge à leur porte ou à leur fenêtre.

Femmes : n'ont pas été moins battues durant le confinement.

Hécatombe : sacrifice d'un grand nombre de bœufs chez les Grecs. Destruction par accident ou par décision d'un grand nombre de personnes. S'applique à la surmortalité des personnes âgées du fait du Covid-19. Était-il fatal ou nécessaire d'en arriver là ? Du travail à venir pour les écrivains et les philosophes.

Jour d'après : nous voilà désormais dans un monde dont nous ne savons à peu près rien. Ça nous fait quoi ?

Mort civile : procédure d'exception mise en place au Pérou et s'appliquant aux personnes ne respectant pas le confinement.

Peuples : rarement aimés par les gouvernants. Ont pourtant fait et continuent de faire leur part du travail. Devront sans doute attendre d'autres printemps pour être payés en retour.

Philippe (Edouard) : Premier ministre français. A fait des progrès notoires.

Piccoli (Michel) : ou *Le Mépris* de Jean-Luc Godard. Remember. 1963, île de Capri, villa Malaparte, Brigitte Bardot, « *Et mes fesses, tu les aimes mes fesses ?* » Un couple se sépare.

Ploutocratie : entre le 18 mars et le 19 mai, selon une étude présentée par le magazine *Forbes* (21 mai), la fortune des 600 plus riches américains a augmenté de 15 %, soit de 434 milliards de dollars, celle de Jeff Bezos (Amazon), de 30 %, celle de Mark Zuckerberg (Facebook), de 46 %.

Printemps des bad boys : ou comment nombre de chefs d'État mâles, voyous cravatés, tyranneaux apprentis ou confirmés, monstres froids ou hypnotiseurs déchaînés, ont trouvé avec le coronavirus de quoi s'ébrouer dans le marigot nationaliste. En vrac l'américain, le philippin, l'indien, le russe, le chinois, l'israélien, le turc, le hongrois, le brésilien... Y voit-on une seule femme ? Non.

Regard avec masque : lui manque la bouche.

Virus : mini-série sénégalaise de Mustapha Kanté tournée en wolof à partir de situations réelles et à des fins préventives. Diffusée tous les soirs sur ITV et sur Internet.

Vulnérabilité : si l'on devait n'en garder qu'un seul, ce serait ce mot-là. Vulnérables, nous sommes, vulnérable la planète.

9-3 : département de la Petite couronne. Le plus pauvre de tous. Toujours regardé de travers. Jamais assez civique. Trois fois plus verbalisé que n'importe quel autre département de France entre le 17 mars et le 25 avril. Les pauvres ont toujours tort.

L'ÉLECTRON LIBRE DE LA CHAPELLE

A travers Pascal Breil-Dupont, c'est tout un quartier que l'on croise tant l'homme, engagé dans la vie locale, semble connaître – et être connu – de tout le monde.

En discutant avec lui, on pourrait croire qu'il y a toujours vécu, mais même s'il y avait déjà fait deux incursions auparavant, Pascal Breil-Dupont ne s'est installé à La Chapelle qu'en 2012 après un parcours de vie pour le moins contrasté.

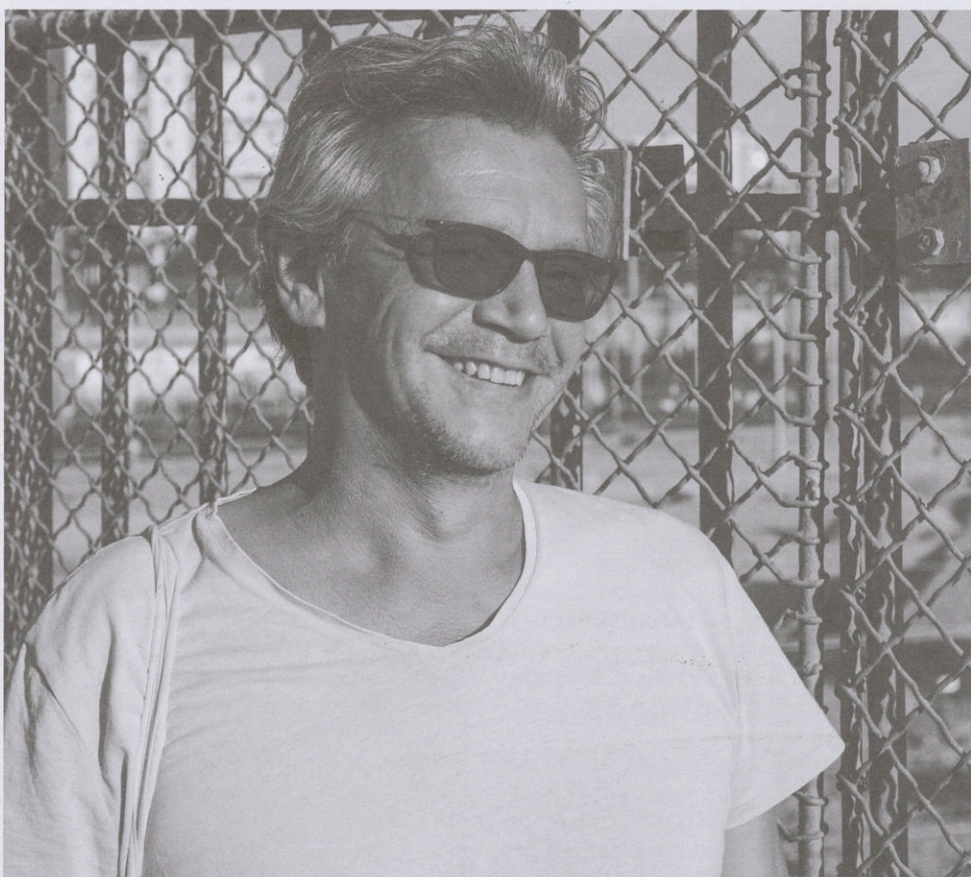
Bac G3 en poche, le jeune homme est entré dans la vie active par l'intérim. Premier passage par le 18e en 1982 ; il est alors employé à la Sécurité des Fillettes pendant six mois. Mais « ça [le] saoule et [il part] faire du surf au Maroc ». Il travaillera ensuite pendant une douzaine d'années « pour les marchés financiers » à vendre et acheter des actions et des produits dérivés avant de vouloir, en 2000, se mettre à son compte et perdre plus que ce qu'il avait mis de côté. Commencent alors sept années de galère, séparation de la mère de sa fille « pour ne pas les entraîner avec lui », commission de surendettement, minima sociaux, la rue, petits boulots, une « légère errance », sa « période 8.6, mais une belle période, riche néanmoins ».

Deuxième passage par le 18e, hébergé chez son frère pendant deux ans rue Boucry et expulsion parce que ce dernier ne payait pas le loyer.

Fin de galère

2007 apparaît comme une année « faste ». Retour à une certaine normalité, Pascal entre dans la fonction publique territoriale, à la Mairie de Bondy. Treize ans après il y est toujours, chargé des achats et élu CGT depuis 2019. Question logement, un ange gardien veille sur lui. L'assistante sociale qui le suit lui trouve un logement en résidence sociale puis lui propose un appartement dans le cadre de la loi DALO. « Attention, prévient-elle, ce sera dans les 18, 19 ou 20e arrondissements. »

Il emménage, rue Pajol, dans un 52 m² en décembre 2012. Elsa, la locataire précédente, lui parle de Mme Sanchez comme de « notre mère à tous ». Cette figure du quartier tient le magasin de presse juste au-dessous de l'appartement. Elle l'appelle Pascalou et dit de lui que c'est « un bon ami, un bon voisin », toujours prêt à rendre service et qu'il « lui manque quand il n'est pas là ». Lui de son côté a un



Piero Ortonzo

« coup de foudre immédiat » pour le quartier. « Comme une évidence, je sais que je vais m'investir pour rendre à cette société qui m'a sauvé un peu quand même. »

Suite à la rencontre d'un « mec du Parti de gauche », la politique le tente un temps, il assiste à quelques réunions mais s'ennuie vite, « trop de blabla », pas assez d'actions concrètes. Sollicité par Europe Écologie-Les Verts (EELV) lors des dernières élections municipales pour être sur leur liste, il refuse finalement et préfère « rester électron libre », surnom que lui a donné Céline de l'équipe locale de développement.

Engagé à fond

Vanessa, du centre social Torcy, l'a rencontré lorsqu'il cherchait un lieu de distribution pour HSBC, l'AMAP qu'il vient de créer (pour Hyper Social Bio

Je m'investis pour rendre à cette société qui m'a sauvé un peu quand même.

Club, clin d'œil à son passé de financier). Elle le décrit comme « profondément humain, entier et ne dérogeant pas à ses convictions, s'intéressant sincèrement aux gens, s'interrogeant sur la question de l'alimentation et sur la manière de mobiliser celles et ceux qui ont du mal à participer ».

Il est partout, du Fonds de participation des habitants à l'association de locataires de son immeuble en passant par l'organisation bénévole de la défunte fête de quartier place de Torcy où « il alimentait la scène musicale » avec des adhérents musiciens de HSBC.

Alors qu'il traverse la place Mac-Orlan, il se dit « la place est trop belle, il faut faire quelque chose » pour désenclaver ce bout du 18e. Ni une, ni deux, il contacte plusieurs associations et leur propose d'animer la place une fois par mois. Jacqueline, de l'association Amunanti, propose de la zumba et trouve le nom de l'événement, la Bonne Tambouille, dont la première édition, dès décembre 2015, est inaugurée avec une « grosse soupe cuisinée avec les surplus de HSBC » baptisée la « Zumba soupe » en hommage à Jacqueline. Il y rencontre Claude qui ne tarit pas d'éloges à son sujet et le dépeint comme un « garçon absolument gentil, une chouette personne, d'une discrétion remarquable, super actif, qui ne se met jamais en avant, laisse facilement la place aux autres, pas du genre à dire "moi je" » et Lætitia de la Permanence chorégraphique qui tente de « l'éveiller à la chorégraphie » – sans succès pour le moment.

En 2014, juste avant les élections municipales, il co-crée le Collectif 18 pour « questionner les candidats ». Le collectif existe toujours, suivi par 1900 habitants via Facebook. Il est aussi engagé depuis cinq ans auprès du réseau Corto, un circuit court de vente d'agrumes et autres produits issus d'une coopérative de producteurs siciliens. Et, fidèle à son idéal de solidarité et de démocratie participative, il a accompagné le « premier centre social culturel à statut coopératif », le 110 à Saint-Denis, où « depuis un an d'existence [il cherche à] prouver que le modèle économique est viable ».

Les femmes du quartier

Pascal a passé le confinement à vélo en balades bucoliques le long du canal pour rejoindre la mairie de Bondy, à « se faire un cul de bagnole, petit rituel qui consiste à [s']adosser au cul d'un véhicule face au soleil devant chez Odette [Mme Sanchez] » qui sort alors sa chaise pour un « bal sans carnet d'interaction sociale et de voyeurisme sociologique ». Il a aussi partagé son journal du confinement en ligne avec un groupe d'amis et collègues. Pour quelqu'un qui ne lit pas (« la dernière fois c'était au lycée, et trois Fred Vargas en 2001 ») et qui « ne sait pas écrire », son journal, plein de tendresse et d'humour, sans complaisance, dévoile une sensibilité réelle aux gens et se lit de manière vivante et joyeuse.

Quelqu'un qui fourmille d'idées, et pour qui « les premières fois sont toujours les meilleures », doit avoir un ou deux projets sur le feu. Il en a mais préfère ne pas en parler, sauf un qu'il veut bien nous dévoiler. Pascal Breil-Dupont remarque qu'il est « rentré dans le quartier par les femmes », une « constante dans sa vie, ses rencontres avec des femmes ». Alors il envisage un blog « portraits de femmes ». Il ne sera pas le premier à penser que la femme est l'avenir de l'homme. ● SYLVIE CHATELIN